

## AVANT-PROPOS

L'Année **Économique et Sociale** en Languedoc-Roussillon, publication coordonnée par l'INSEE Languedoc-Roussillon, établit le bilan régional de la situation économique et sociale de l'année 2009.

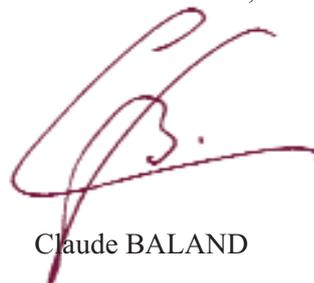
Elle est une œuvre collective des services de l'Etat réunis au sein du Groupement de la Statistique Publique en Languedoc-Roussillon (GSTAT) avec la collaboration de la Banque de France.

Dossier synthétique et principalement axé sur l'analyse de la conjoncture régionale, le lecteur y trouvera les principaux points de comparaison avec les années précédentes.

Si la croissance démographique se poursuit, l'année 2009 est marquée par la crise économique et la dégradation de l'économie du Languedoc-Roussillon. Pour la deuxième année consécutive, l'emploi salarié marchand diminue, avec en corollaire un chômage accentué.

Je souhaite que ce diagnostic contribue à une analyse partagée de la situation économique et sociale de la région pour nous permettre de contribuer ensemble au développement du Languedoc-Roussillon.

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon,  
Préfet de l'Hérault,



Claude BALAND



## Dossier réalisé par

### Les partenaires du Groupement de la Statistique Publique en Languedoc-Roussillon

#### **Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale**

3, Avenue Charles Flahault — 34094 Montpellier Cedex 05

Téléphone : 04 67 10 14 — Télécopie : 04 67 41 38 80

<http://www.drdjs-languedoc-roussillon.jeunesse-sports.gouv.fr>

#### **Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt**

Maison de l'Agriculture

Place Antoine Chaptal — CS 70039 — 34060 Montpellier Cédex 02

Téléphone : 04 67 10 18 18 — Télécopie : 04 67 10 01 02

<http://www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr>

#### **Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement**

520, allée Henri II de Montmorency — 34064 Montpellier Cedex 02

Téléphone : 04 34 46 64 00 — Télécopie : 04 67 15 68 00

<http://www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr>

#### **Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi**

Les Echelles de la ville — 3, Place Paul Bec — 34000 Montpellier

Tél : 04 30 63 06 30 — Télécopie : 04 30 63 06 31

<http://www.sdtefp-languedocroussillon.travail.gouv.fr>

#### **Rectorat de l'Académie de Montpellier**

31, rue de l'Université — 34064 Montpellier Cedex 2

Téléphone : 04 67 91 47 00 — Télécopie : 04 67 91 50 56

<http://www.ac-montpellier.fr>

#### **INSEE Languedoc-Roussillon**

274, allée Henri II de Montmorency — 34064 Montpellier Cedex 2

Téléphone standard : 04 67 15 70 00 — Télécopie : 04 67 15 71 71

<http://www.insee.fr>

### Partenaire associé à cette publication

#### **Banque de France - Direction régionale**

98 ter avenue de Lodève - 34061 Montpellier cedex 2

Téléphone standard : 04 67 06 79 79

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

## INTRODUCTION

«**L'année économique et sociale 2009 en Languedoc-Roussillon**» présente, sous forme synthétique, le bilan de l'année écoulée.

Cet ouvrage est le fruit d'une collaboration des différents services de l'État producteurs de statistiques en région et de partenaires habituels, notamment la Banque de France. En tant que président du Groupement de la statistique Publique en Languedoc-Roussillon (GSTAT), je tiens ici à remercier l'ensemble des personnes qui ont contribué à cette publication.

L'année 2009 est marquée par une propagation de la crise entamée en 2007. Une démographie dynamique, des secteurs économiques en chute d'activité, la dégradation du marché du travail et une augmentation du chômage sont les principales caractéristiques de cette année.

Plusieurs signaux indiquent la sortie de cette période difficile pour l'activité économique, sans toutefois préjuger de sa vigueur, ni des suites de ce mauvais passage sur la trajectoire des personnes exposées au chômage.

Le Président du GSTAT

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'D. Rey'.

Didier REY

Conception maquette et couverture : *Michel LAMUR*

Rédacteur en chef : *Odile DANGERFIELD*

Directeur de la publication : *Francis VENNAT*

Imprimerie : Yatooprint - Parc de l'aéroport - 125 rue Alfred Sauvy - 34470 Pérols

## Sommaire

<b>Synthèse régionale</b>	<b>L'économie du Languedoc-Roussillon en 2009 : traversée de crise</b> ..... p. 6 <i>Claude Michel - INSEE</i>
<b>Contexte national</b>	<b>Récession de l'économie française en 2009, suivie d'un timide rebond de l'activité en fin d'année</b> ..... p. 8 <i>Extraits de la note de conjoncture - mars 2010</i>

### ÉCONOMIE

<b>Emploi</b>	<b>Perte de 7 000 emplois salariés marchands</b> ..... p. 10 <i>Roger Rabier - INSEE</i>
<b>Marché du travail</b>	<b>Le marché du travail fortement marqué par la crise</b> ..... p. 12 <i>Caroline Dadoun - DIRECCTE</i>
<b>Création d'entreprises</b>	<b>Le régime d'auto-entrepreneur dynamise la création d'entreprise</b> ..... p. 14 <i>Nicolas Millet - INSEE</i>
<b>Financement de l'économie</b>	<b>Faible hausse des dépôts des ménages et baisse des crédits de trésorerie pour les entreprises</b> .....p. 16 <i>Hubert Aimard - Banque de France</i>

### POPULATION - SOCIÉTÉ - ENVIRONNEMENT

<b>Démographie</b>	<b>2 616 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b> ..... p. 18 <i>Sophie Audric - INSEE</i>
<b>Social</b>	<b>Une aggravation des difficultés sociales</b> ..... p. 18 <i>Gisèle Chatenay - DRJSCS</i>
<b>Enseignement</b>	<b>L'ensemble des effectifs scolarisés est en hausse</b> ..... p. 20 <i>Christine Bénesse, Xavier Tribout - Rectorat</i>
<b>Environnement</b>	<b>Le développement durable dans la dynamique du Grenelle de l'environnement</b> ..p. 22 <i>Éric Gay - DREAL</i>

### ACTIVITÉ DES SECTEURS

<b>Industrie</b>	<b>Une activité industrielle en baisse sensible malgré une amélioration en fin d'année</b> .....p. 24 <i>Patrick Crosnier - DIRECCTE - Hubert Aimard - Banque de France</i>
<b>Construction-Logement</b>	<b>La construction de logements résiste mieux qu'au plan national</b> ..... p. 26 <i>Daniel Frayssinet, Jean-Claude Guillon, Madeleine Vidal - DREAL</i>
<b>Transports</b>	<b>Baisse de tous les trafics</b> ..... p. 28 <i>Daniel Frayssinet, Bertille Zyrkoff - DREAL</i>
<b>Viticulture</b>	<b>Arrachages et conditions climatiques font baisser la production viticole</b> .....p. 30 <i>Bertrand Oddo - DRAAF - SRISE</i>
<b>Agriculture</b>	<b>Très mauvaise campagne de commercialisation pour les productions régionales</b> .....p. 32 <i>Chantal Pailler - DRAAF - SRISE</i>
<b>Tourisme</b>	<b>Saison touristiques 2009 : fréquentation au plus haut</b> .....p. 34 <i>Geneviève Payen - INSEE</i>
<b>Commerce</b>	<b>Une forte baisse des ventes dans le commerce de détail et de gros</b> ..... p. 36 <i>Patrice Fossemalle - INSEE</i>
<b>Services</b>	<b>L'activité des services a cessé de se dégrader</b> ..... p. 37 <i>Claude Michel - INSEE</i>
<b>Glossaire</b>	..... p. 38

## Synthèse régionale

● Claude MICHEL - INSEE ●

### L'économie du Languedoc-Roussillon en 2009 : traversée de crise

Les premiers signes de retournement conjoncturel de l'économie du Languedoc-Roussillon sont apparus mi-2007. Amplifiée par la crise financière internationale, la récession s'est installée au second semestre 2008 et s'étend encore sur la première partie de l'année 2009.

La dégradation de l'activité économique se propage en 2009 à la quasi-totalité des secteurs. Seul le tourisme est épargné grâce à une clientèle française à la recherche de soleil et de moindres dépenses. La création d'entreprises reste également dynamique, mais uniquement grâce au nouveau statut de l'auto-entrepreneur dont il faudra mesurer les effets à plus long terme.

Les secteurs de la construction et de l'industrie sont les plus impactés et la part importante de la construction dans l'activité régionale renforce l'effet récessif. L'activité du commerce de détail diminue avec la réduction de la consommation des ménages confrontés à la crise financière et à des incertitudes sur l'emploi et leurs revenus. L'activité fléchit également dans les services, secteur prépondérant dans la région et traditionnellement porteur de croissance. Compte tenu de ce ralentissement généralisé, l'activité dans les transports s'affaiblit encore en 2009, après une année 2008 déjà en net recul. L'agriculture connaît, elle aussi, une année difficile. L'exercice 2009 est marqué par une météo défavorable, des prix en baisse et le prolongement de la politique d'arrachage des vignes.

Le fléchissement de l'activité entraîne une forte dégradation du marché du travail, dégradation accompagnée d'une perte nette d'emplois contraire à la création régulièrement constatée depuis 2007.

Les politiques publiques ont joué leur rôle contra-cyclique. Les plans de relance ont favorisé la commercialisation de véhicules particuliers neufs avec la prime à la casse et la vente de logements neufs avec le dispositif Scellier. Le secteur de la restauration a bénéficié de la baisse de la TVA. L'emploi a été soutenu par un important financement d'emplois aidés. Néanmoins, pour les personnes déjà privées d'emploi, le risque d'un chômage de longue durée apparaît. C'est un des effets retard d'une crise dont les premiers signes datent de mi-2007.

A partir du second semestre 2009, les premiers signes d'amélioration apparaissent. Cette possible sortie de crise s'appuie sur une reprise de la consommation des ménages et un regain d'activité dans les services en fin d'année. En outre, l'emploi intérimaire, indicateur anticipé du marché du travail, amorçait déjà une reprise au deuxième trimestre 2009.

## ● Économie

### ■ Emploi salarié

#### Perte de 7 000 emplois salariés marchands

En 2009, l'emploi salarié marchand du Languedoc-Roussillon a chuté de 1,4 %. Ainsi, 7 000 emplois ont disparu, notamment dans l'industrie et la construction. Au quatrième trimestre, un léger rebond intervient, essentiellement dans les services marchands, principal secteur employeur de la région. L'emploi dans l'intérim augmente depuis avril, après avoir subi une forte chute. Le nombre d'emplois aidés dans le secteur marchand a augmenté de 2 800.

### ■ Marché du travail

#### Le nombre de chômeurs a fortement augmenté avec 26 700 chômeurs supplémentaires.

Le nombre de demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A,B,C) est en forte augmentation avec 26 700 personnes supplémentaires. Le taux de chômage a continué de croître au cours de l'année pour atteindre 13,3 % en décembre 2009, en augmentation de plus de 2 points.

### ■ Création d'entreprises

#### Des créations d'entreprises au plus haut avec 20 000 auto-entrepreneurs

Les créations d'entreprises ont atteint un niveau exceptionnel, en 2009 avec 33 600 créations en Languedoc-Roussillon, sous l'impulsion des 20 000 créations d'auto-entrepreneurs. Celles-ci représentent près de 60 % des créations totales et sont prépondérantes dans les secteurs du commerce et des services.

Cependant, la récession a contraint des entreprises à cesser leurs activités. En Languedoc-Roussillon, au cours des 10 premiers mois de 2009, 2 500 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en augmentation de 18 %, sur la même période de 2008.

### ■ Financement de l'économie

#### Faible hausse des dépôts des ménages et baisse des crédits de trésorerie pour les entreprises

En 2009, les dépôts des ménages s'accroissent de 0,9 % mais leurs dépôts rémunérés diminuent. Les crédits à l'habitat se redressent en cours d'année. Les crédits de trésorerie pour les entreprises baissent de 6,7 %.

## ● Population, société et environnement

### ■ Démographie

#### Une population en croissance démographique avec 2,6 millions d'habitants

Avec 2,616 millions d'habitants au premier janvier 2009, la région Languedoc-Roussillon continue de bénéficier de flux migratoires positifs. Cependant, le solde migratoire tend à fléchir. Pour le solde naturel, le nombre de naissances diminue par rapport à 2008, tandis que le nombre de décès est en augmentation.

### ■ Minima sociaux

#### Une aggravation des difficultés sociales

Les difficultés entraînées par les pertes d'emplois et l'augmentation du chômage se sont traduites par une augmentation du surendettement et des inscriptions en hausse aux minima sociaux. Ainsi, le nombre de chômeurs relevant des dispositifs de l'Allocation Spécifique de Solidarité augmente de 6,3 % sur l'année 2009.

### ■ Enseignement

#### L'ensemble des effectifs scolarisés est en hausse

Pour la rentrée 2009, les effectifs sont en hausse de près de 1 000 élèves pour l'ensemble de l'académie. Cette hausse concerne à la fois le nombre d'élèves des premier et second degrés et celui des étudiants. La réussite au baccalauréat s'améliore. La formation par la voie de l'apprentissage progresse.

### ■ Environnement

#### Avec le Grenelle de l'environnement, le développement durable s'inscrit dans les projets territoriaux

Par la valorisation des ressources, la protection du patrimoine et des populations, le développement durable intègre tous les programmes à impact environnemental. Ainsi en 2009, l'« Agenda-21 » intervient pour 11 projets territoriaux de développement durable. L'évaluation environnementale s'applique aux POS/PLU (141 avis en 2009), aux documents de planification SCOT (11 avis en 2009) aux installations classées (47 dossiers en 2009), aux projets d'énergie renouvelable (30 avis en 2009).

## ● Activité des secteurs.

### ■ Industrie

#### Une activité industrielle en baisse sensible malgré une amélioration en fin d'année

L'activité industrielle régionale a nettement ralenti en 2009 avec un recul de l'ordre de 7,6 % selon l'enquête réalisée par la Banque de France (\*). Le repli de l'activité industrielle entamé au deuxième semestre 2008 s'est prolongé une grande partie de l'année 2009. Cependant, des signes d'amélioration sont apparus dans la dernière moitié de l'année. L'activité a été mieux orientée dans l'agroalimentaire et la pharmacie.

### ■ Construction - Logement - BTP

#### La loi Scellier soutient les ventes de logements neufs

Avec une forte proportion d'investissement sous le régime de la loi Scellier, la construction en Languedoc-Roussillon limite la chute de son activité en 2009. En 2009, 25 000 logements ont été mis en chantiers soit une baisse de 4,1 % par rapport à 2008. Cette baisse est surtout marquée dans la construction de logements individuels. Le nombre de logements autorisés, avec 23 600 logements en 2009, baisse de 28,9 % par rapport à 2008. Le parc de logements sociaux augmente de 1,9 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 1<sup>er</sup> janvier 2009. 4 500 nouveaux logements ont été financés en 2009.

Dans les travaux publics, l'activité a cessé de se dégrader. Selon les chefs d'entreprises, des incertitudes pèsent sur les chantiers publics.

### ■ Transports

#### Les transports de marchandises en forte baisse

En 2009, toutes les catégories de transport de marchandises enregistrent une chute de l'activité par rapport à celle de 2008 qui était déjà en repli. La baisse atteint plus de 10 % tant pour le fret routier que pour le fret aérien ou fluvial. Tous les ports maritimes sont également touchés par la baisse de leur activité. Pour les transports aériens de passagers, la baisse est de 3,2 %. En revanche, le trafic autoroutier de voitures particulières augmente.

### ■ Viticulture

#### Des productions agricoles touchées par les conditions climatiques

Pour la viticulture, l'arrachage de la vigne (5200 hectares en 2009) a réduit les surfaces et avec les conditions climatiques de sécheresse de l'été, la faiblesse de la récolte viticole est historique avec 12 millions d'hectolitres. Compte tenu des excédents et de la stabilité de la récolte mondiale, les cours des vins ne se sont pas redressés.

La commercialisation des productions agricoles régionales a été difficile pour les fruits et de légumes. Les prix sont restés bas durant toute la campagne malgré une bonne qualité de produits.

### ■ Tourisme

#### Une fréquentation touristique en nette hausse dans les campings

Avec 22,4 millions de nuitées pour la saison 2009 entre mai et septembre, le nombre de nuitées est en augmentation de 3,5 % par rapport à la saison 2008. Le nombre de nuitées en campings a augmenté de 5 %. Il a reculé dans les hôtels avec la diminution des nuitées de la clientèle étrangère.

### ■ Commerce

#### Une forte baisse des ventes dans le commerce de détail et de gros

Les ventes pour les biens destinés aux particuliers et pour ceux destinés aux entreprises, biens intermédiaires et bien d'équipements sont en forte baisse au cours du premier semestre 2009. En suite le commerce de gros se redresse.

En 2009, le repli général des ventes au détail s'est confirmé. D'abord limité en début d'année, cette tendance s'est fortement accentuée à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2009. La pharmacie est le secteur le moins touché.

### ■ Services

#### L'activité dans les services a cessé de se dégrader

Après une forte chute au début de l'année 2009, l'activité dans les services s'est moins dégradée au cours de l'année, surtout à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre.

## Contexte national

● Extraits de la note nationale de conjoncture - mars 2010 - INSEE ●

### Recession de l'économie française suivie d'un timide rebond de l'activité en fin d'année

En 2009, les gouvernements des économies avancées (donner la définition) ont mis en œuvre des plans de relance de façon massive et coordonnée. Ces plans de relance ont nettement soutenu l'activité économique qui montrait les premiers signes de sortie de crise en milieu d'année.

Début 2010, la phase de reprise économique a commencé mais les perspectives de la demande intérieure et de la demande mondiale adressée à la France sont encore modestes.

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

#### ● La demande intérieure est restée atone jusqu'à l'automne

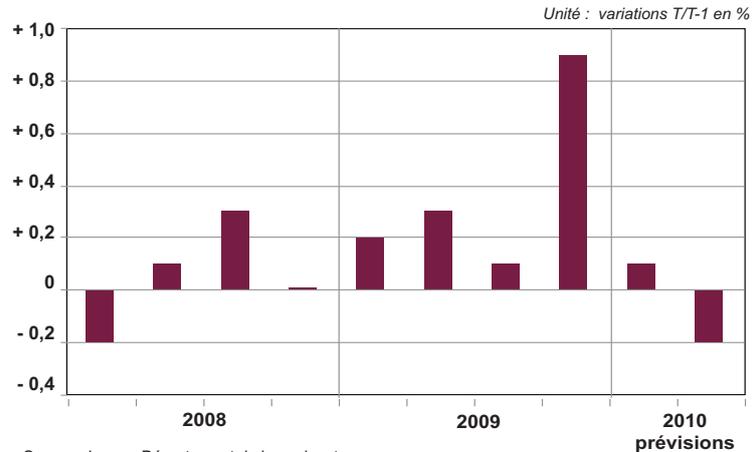
Au quatrième trimestre 2009, la demande des ménages s'est réveillée. Les dépenses de consommation ont connu un fort rebond (+ 0,9 % en variation trimestrielle après + 0,1 % au troisième trimestre). En effet, les ménages ont massivement acheté des automobiles pour profiter, avant la fin de l'année, des conditions les plus avantageuses de la prime à la casse et du bonus-malus.

La demande intérieure française sortie de l'atonie en fin d'année a dynamisé les importations de biens et services au quatrième trimestre: + 3,3 % après + 0,3 % au trimestre précédent. Cette hausse est imputable aux importations de produits manufacturés et particulièrement aux importations d'automobiles.

#### ● La baisse de l'inflation a favorisé le pouvoir d'achat des ménages

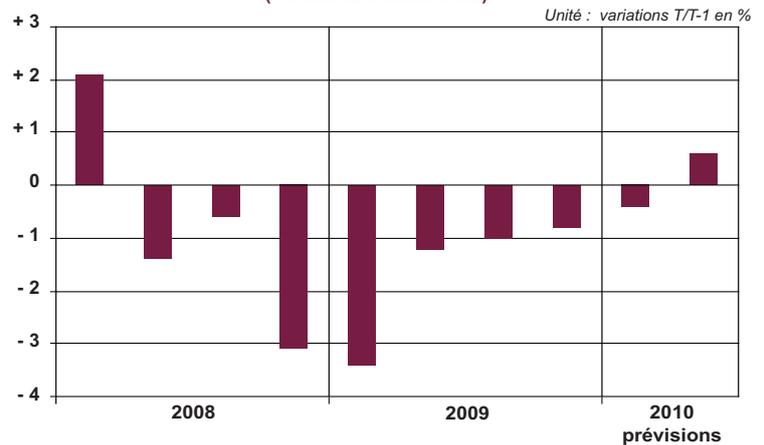
En 2009, le pouvoir d'achat des ménages a nettement accéléré : + 2,2 %, après + 0,7 % en 2008. Ce dynamisme résulte notamment du net repli de l'inflation. En effet, le revenu disponible brut (RDB) des ménages a, lui, sensiblement ralenti en 2009 : les revenus d'activité et de la propriété ont stagné du fait de la récession. En revanche, les mesures de relance ont amorti l'impact de la récession sur le revenu des ménages.

Graph. 1 - Dépenses de consommation des ménages



Source : Insee - Département de la conjoncture

Graph. 2 - Investissement des entreprises (variations trimestrielles)



Source : Insee - Département de la conjoncture

Tableau de l'équilibre Ressources - Emplois

niveaux (en milliards d'euros aux prix de l'année précédente) et variations T/T-1 (en %)

	2008				2009				2010		2008	2009	acquis 2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produit intérieur brut	0,5	-0,4	-0,2	-1,5	-1,4	0,3	0,2	0,6	0,2	0,3	0,3	-2,2	1
Importations	1,5	-1,1	0,4	-4	-5,8	-2,6	0,3	3,3	0,8	0,5	0,6	-9,7	3,1
<b>Total des ressources</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>-2</b>	<b>-2,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>-3,9</b>	<b>1,4</b>
Dépenses de consommation des ménages	-0,2	0,1	0,3	0	0,2	0,3	0,1	0,9	0,1	-0,2	0,9	0,8	0,7
Dépenses de consommation des administrations*	0,3	0,3	0,6	0,4	0,1	0,6	0,6	0,7	0,4	0,5	1,3	1,7	1,8
Formation brute de capital fixe (FBCF)	1	-1,5	-1,2	-2,6	-2,4	-1	-1,4	-1,2	-0,9	0,4	0,4	-6,9	-2,5
dont : Entreprises non financières (ENF)	2,1	-1,4	-0,6	-3,1	-3,4	-1,2	-1	-0,8	-0,4	0,6	2,4	-7,7	-1,3
Ménages	0,1	-1,4	-2,8	-2,5	-1,7	-1,6	-2,3	-2,7	-1,9	-0,4	-1,4	-8,1	-5,6
Exportations	2,3	-2,3	-0,4	-6,2	-7,3	0,5	1,8	0,5	1,2	1,1	-0,6	-11,2	3,4
Demande intérieure hors stocks**	0,2	-0,2	0	-0,5	-0,4	0,1	-0,1	0,5	0	0,1	0,9	-0,6	0,4
Variations de stocks**	0,1	0,1	0	-0,5	-0,7	-0,6	-0,1	0,9	0,1	0	-0,3	-1,4	0,6
Commerce extérieur	0,2	-0,3	-0,2	-0,5	-0,2	0,8	0,3	-0,7	0,1	0,1	-0,3	-0,2	0

\* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

\*\* Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur

Source : Insee

## Contexte national

### ● La chute de l'activité fin 2008 et début 2009 a pesé sur les résultats des entreprises

En 2009, le taux de marge des sociétés non financières a reculé. En effet, la hausse du salaire réel moyen par tête a plus que compensé l'amélioration des termes de l'échange qu'a occasionné le recul des prix du pétrole. La baisse de la productivité du travail, cohérente avec la chute de l'activité fin 2008 et début 2009, a également pesé sur les résultats des entreprises.

En 2009, les entreprises ont diminué de -7,7 % (graph.2) leurs investissements, réduisant drastiquement ceux concernant les produits manufacturés (3,3 %).

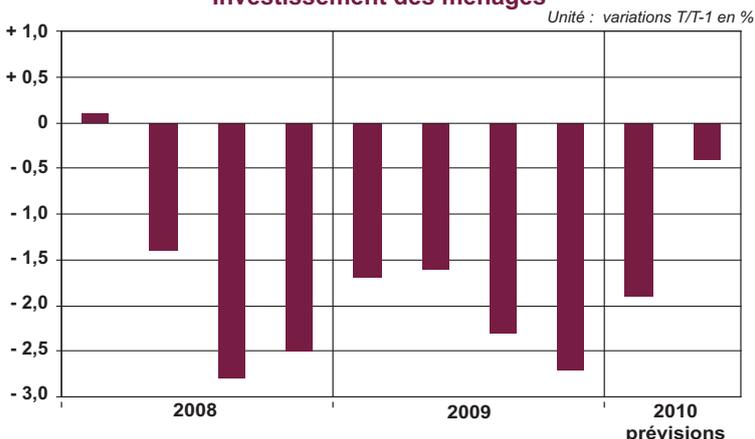
### ● La baisse du nombre de salariés dans les secteurs marchands se poursuit

Les effectifs dans les secteurs marchands baissent depuis le deuxième trimestre 2008. Au second semestre 2009, l'emploi marchand a toutefois baissé moins fortement qu'au premier (-0,6 % après 1,6 %). Cependant, le recul de l'emploi n'est pas encore achevé : comme l'emploi s'ajuste avec délai aux variations de l'activité, en phase de reprise économique le redémarrage de l'emploi s'opère plusieurs trimestres après celui de l'activité.

### ● Le taux de chômage frôle les 10 % de la population active

Le taux de chômage a continué d'augmenter tout au long de l'année. Au quatrième trimestre 2009, il s'est établi à 9,6 % de la population active en France métropolitaine (10,0 % y compris Dom), soit le niveau qu'il atteignait fin 1999. En un an, la hausse est de 1,8 point. Elle est due aux pertes d'emplois qui se poursuivent malgré la reprise, et à un accroissement plus fort qu'attendu de la population active.

Graph. 3 - Achat de logements  
Investissement des ménages



Source : Insee - Département de la conjoncture

### ● Encore beaucoup de fragilités début 2010

Au premier trimestre 2010, la consommation des ménages ralentirait nettement, traduisant la faiblesse du pouvoir d'achat et le contrecoup de la prime à la casse. La consommation des ménages reculerait de 0,2 %.

Les ménages épargneraient la totalité des gains du pouvoir d'achat et le taux d'épargne remonterait de 0,4 point à 16,8 %. La baisse de l'investissement des ménages qui a débuté en 2008 (graph. 3) s'atténuerait progressivement (-1,9 % puis -0,4 % aux premier et deuxième trimestres 2010)

Au cours du premier semestre 2010, le pouvoir d'achat ralentirait fortement (+0,3 % en moyenne semestrielle, après +1,2 % au second semestre 2009). Le redressement des revenus d'activité ne compenserait pas la hausse des prélèvements fiscaux, contrecoup des baisses de 2009, de la décélération des prestations sociales et de l'augmentation des prix à la consommation.

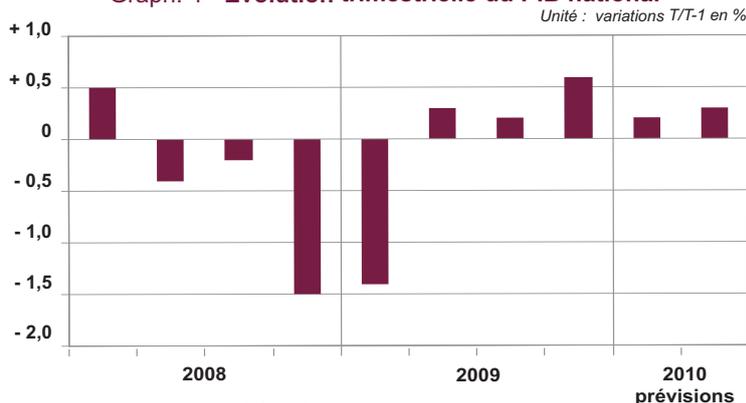
Début 2010, les chefs d'entreprise seraient hésitants dans la mise en œuvre de nouveaux projets d'investissement, malgré l'amélioration de leurs conditions de financement car les perspectives de demande sont encore modestes et leurs capacités productives toujours sous-exploitées.

Même si l'emploi marchand a baissé moins fortement en fin d'année 2009, il reste un retard de productivité à combler. Par conséquent, l'emploi continuerait de baisser au premier semestre 2010 et reviendrait mi-2010 à son niveau de début 2001. Par ailleurs, l'emploi dans le secteur non marchand pâtirait du recul du nombre de personnes pouvant bénéficier d'un emploi aidé sous forme de contrat unique d'insertion non marchand. En effet, le nombre d'entrées prévues pour ce contrat, qui remplace le CAE et le CAV à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, est un peu plus faible qu'en 2009. En outre, le nombre des sorties de ces dispositifs serait plus élevé qu'en 2009.

Le taux de chômage continuerait d'augmenter, mais moins fortement que début 2009. En effet, les pertes d'emplois seraient plus modérées, en lien avec la reprise de l'activité amorcée au deuxième trimestre 2009. Ainsi, le taux de chômage atteindrait 9,8 % en moyenne en France métropolitaine à la mi-2010 (10,2 % y compris Dom).

Dans les économies avancées, la croissance de l'activité resterait donc modeste au premier semestre (graph. 4), portée principalement par les politiques publiques et un assouplissement des conditions de financement des entreprises. En effet, les politiques monétaires restent exceptionnellement accommodantes, et leurs canaux de transmission semblent plus efficaces. Les conditions de financement des entreprises s'assouplissent ainsi progressivement.

Graph. 4 - Évolution trimestrielle du PIB national



Source : Insee - Département de la conjoncture

**Emploi**

● Roger RABIER - INSEE ●

**Perte de 7 000 emplois salariés marchands**

En 2009, l'emploi salarié marchand du Languedoc-Roussillon a chuté de - 1,4 %. Ainsi 7 000 emplois ont disparu, notamment dans l'industrie et la construction. Au quatrième trimestre, un léger rebond intervient, essentiellement dans les services marchands, principal secteur employeur de la région. L'emploi dans l'intérim repart à la hausse depuis avril, après avoir subi une forte chute. Le rôle contra-cyclique de la politique publique pour endiguer les destructions d'emplois a joué à plein en 2009 avec la création de 2 800 emplois aidés.

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)**● Une perte d'environ 7 000 emplois salariés**

En Languedoc-Roussillon comme en France, les effets de la crise se ressentent sur l'évolution de l'emploi salarié (graph. 1). En 2009, la région a perdu, comme en 2008, - 1,4 % des emplois salariés marchands.

En 2009, environ 7 000 emplois (hors agriculture) ont ainsi disparu dans la région. La baisse a été sensible durant les trois premiers trimestres, mais l'évolution en fin d'année enregistre un léger rebond. La perte d'emplois a été, en proportion, un peu moins marquée que dans les autres régions françaises. Il reste que le nombre d'emplois salariés rapporté au nombre d'habitants en âge de travailler (15 à moins de 65 ans) demeure le plus faible des régions métropolitaines traduisant ainsi le déficit d'emplois en Languedoc-Roussillon (carte 1).

Les secteurs de l'industrie et de la construction ont été les plus affectés par la baisse d'emplois salariés en 2009 alors que le commerce et surtout les services marchands ont mieux résisté (graph. 2).

**● Le déclin de l'emploi industriel se poursuit**

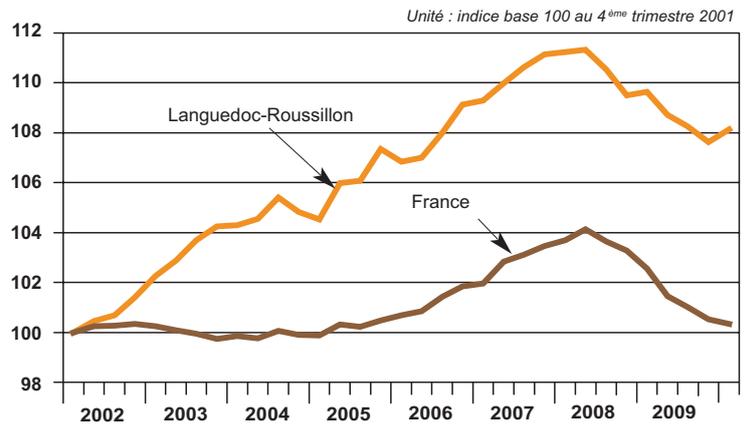
En 2009, le nombre d'emplois dans l'industrie a poursuivi son déclin avec même une accélération de la baisse. Tous les secteurs d'activités industrielles ont été touchés à l'exception de l'énergie dont les effectifs salariés sont moins sensibles à la conjoncture économique. Le poids de l'industrie dans l'emploi salarié régional ne cesse de décroître puisqu'il se situait à 16,5 % fin 2001 contre 13,6 % aujourd'hui (tab.1).

**● Chute de l'emploi dans la construction**

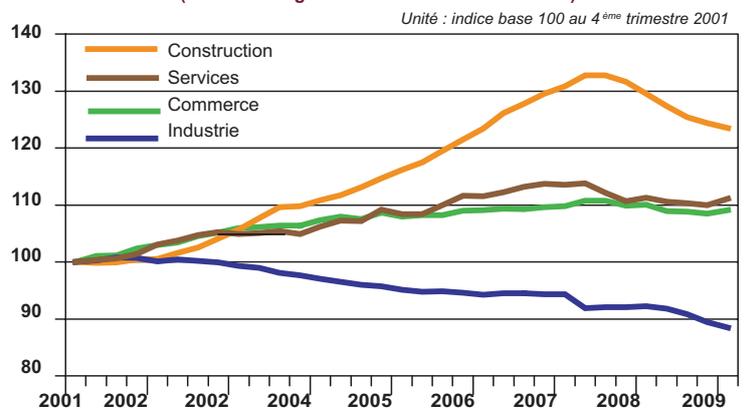
Alors que, depuis les années 2000, la construction était un des moteurs de la croissance régionale dans la région, en phase avec l'essor démographique, le secteur perd des emplois depuis le second trimestre 2008. En 2009, la chute a été brutale proche de - 5 %, continue tout au long de l'année et plus forte qu'au niveau national (tab.2).

**● Repli limité de l'emploi dans le commerce**

En 2009, ce secteur a perdu près de mille emplois. La baisse relative est cependant deux fois plus limitée qu'au niveau national. L'évolution de l'emploi dans le commerce étant fortement liée à la croissance démographique et au tourisme, cet écart s'explique, en grande partie, par la forte augmentation de la population régionale et la bonne fréquentation touristique durant l'été.

**Graph. 1 - Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand**

Source : Insee - Estimation trimestrielle de l'emploi salarié  
Données corrigées des variations saisonnières

**Graph. 2 - Évolution de l'emploi salarié marchand en Languedoc-Roussillon par secteur d'activité (indices corrigés des variations saisonnières)**

Source : Insee - Estimation trimestrielle de l'emploi salarié  
Données corrigées des variations saisonnières

**Tab. 1 - Evolution du nombre de salariés en 2009 et poids des secteurs**

	Evolution du nombre de salariés en Languedoc-Roussillon	Poids des secteurs (en %)	
		Languedoc-Roussillon	France entière
Industrie	- 2 850	13,6	21,0
Commerce	- 950	23,6	18,9
Construction	- 2 800	11,4	9,1
Services marchands	- 350	51,5	51,1
<b>Ensemble</b>	<b>- 6 950</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Insee - Séries trimestrielles d'emplois par région

**Tab. 2 - Evolution annuelle de l'emploi salarié marchand**

Unité : %

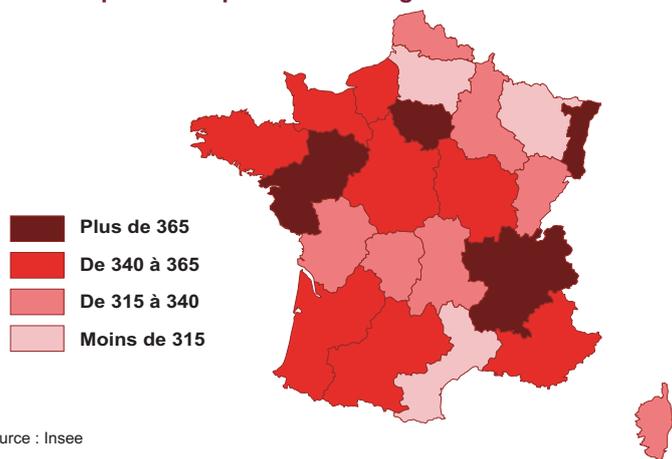
	Languedoc-Roussillon		France entière	
	2008	2009	2008	2009
Industrie	- 2,3	- 4,0	- 2,3	- 4,9
Commerce	+ 0,2	- 0,8	+ 0,1	- 1,6
Construction	- 1,0	- 4,7	+ 0,5	- 3,5
Services marchands	- 2,0	- 0,1	- 1,3	- 0,9
<b>Ensemble</b>	<b>- 1,4</b>	<b>- 1,4</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 2,2</b>

Source : Insee - Séries trimestrielles d'emplois par région

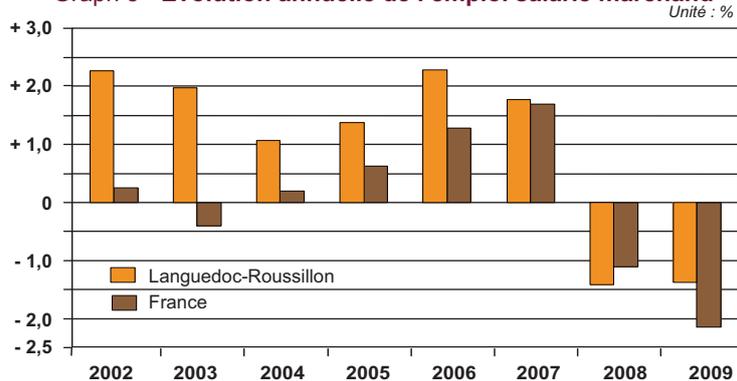
**Champ de l'étude :**

Ensemble des salariés, hors agriculture et emploi public des secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale). Ce champ recouvre 57 % de l'emploi total et 65 % de l'emploi salarié total.

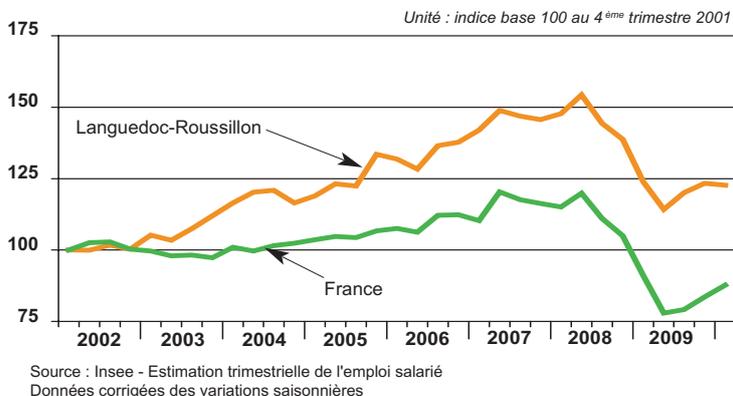
Carte 1 - Nombre d'emplois salariés marchands pour 1000 personnes en âge de travailler



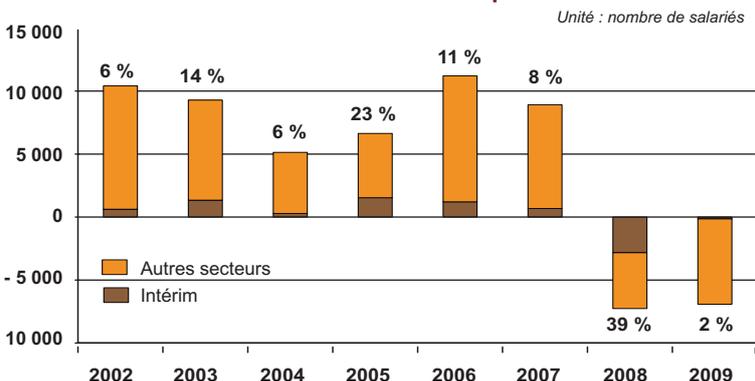
Graph 3 - Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand



Graph 4 - Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Graph 5 - Evolution annuelle de l'emploi salarié en Languedoc-Roussillon  
Part en % de la variation de l'emploi intérimaire



Note de lecture : En 2009, le nombre de salariés dans le secteur marchand a chuté de 6 850 en Languedoc-Roussillon dont 150 intérimaires. La baisse des emplois intérimaires a contribué pour 2 % à la baisse globale des emplois salariés.

## Emploi

### ● Stagnation de l'emploi salarié dans les services marchands

Plus gros employeur dans la région, le secteur des services marchands a perdu 350 emplois salariés en 2009, soit un repli assez contenu. L'emploi dans ce secteur a décliné tout au long des trois premiers trimestres avant de connaître un rebond en fin d'année.

### ● Reprise de l'intérim en cours d'année

En 2008, l'emploi intérimaire avait été la première victime de la crise avec une baisse de plus de -16% (-21% au niveau national).

En 2009, en Languedoc-Roussillon comme en France, l'intérim a encore fortement baissé au premier trimestre avant de repartir à la hausse à partir du mois d'avril. Globalement, l'emploi intérimaire a cependant diminué de près de 150 emplois, en équivalents temps plein, sur l'année dans la région.

### Près de 30 000 emplois aidés dans le secteur marchand

Dans le secteur marchand, en un an, le Languedoc-Roussillon compte 2 800 emplois aidés de plus. Au 31 décembre 2009, le nombre d'emplois aidés s'élève ainsi à 29 800 dans le secteur marchand. Par ailleurs, dans le secteur non marchand (administrations d'État, associations essentiellement), le nombre d'emplois aidés est également élevé et il a augmenté de 3 700 entre 2008 et 2009. Il atteint 20 000 emplois. Il a augmenté de + 23 % en un an. La politique de l'emploi a ainsi limité les effets de la récession sur la perte d'emploi.

### Nouvelle méthodologie pour les séries trimestrielles régionales de l'emploi salarié marchand

Pour la première fois cette année, les séries trimestrielles d'emploi par région sont corrigées des variations saisonnières et calées sur le niveau national. Elles sont aussi calées sur les estimations annuelles d'emploi au 31 décembre 2007 issues du dispositif ESTEL (Estimations d'emploi localisées). Ce dispositif apporte une meilleure qualité des données (prise en compte explicite de la multi-activité, amélioration de la qualité des sources en amont, restriction du nombre de sources utilisées), une homogénéisation des méthodes et traitements ainsi que des délais plus courts.

En plus du calage sur Estel 2007, les séries d'emploi ont été révisées pour les raisons suivantes :

- les coefficients saisonniers des séries ont été recalculés pour tenir compte de la dynamique de l'emploi pendant la crise.
- les matrices de passage de la NAF rev1 à la NAF rev2 ont été revues suite à l'expertise spécifique que les directions régionales ont menée fin 2009.

Ces modifications conduisent à revoir certaines évolutions, y compris sur les données passées.

### Pour en savoir plus :

- Informations rapides n°68, Insee, 11 mars 2010

## Marché du travail

● Caroline DADOUN - DIRECCTE

### La crise affecte le marché du travail

La dégradation du marché du travail amorcée au second semestre 2008 s'est accélérée début 2009. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi s'est poursuivie tout au long de l'année, à un rythme toutefois ralenti au second semestre, avec un net fléchissement de la hausse en fin d'année. Les hommes sont particulièrement touchés par la dégradation du marché du travail.

Le ralentissement durable de l'activité économique depuis mi-2008 s'accompagne d'une augmentation sensible de la demande d'emploi de longue durée, en dépit des mesures de politique d'emploi mobilisées en 2009.

[www.sdtefp-languedocroussillon.travail.gouv.fr](http://www.sdtefp-languedocroussillon.travail.gouv.fr)

Fin 2009, la région Languedoc-Roussillon compte 198 400 demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A,B,C - voir encadré), soit 26 700 de plus que fin 2008 (+ 15,5 % - tab 1). Au niveau national, la hausse atteint 18 %, avec 604 000 demandeurs d'emploi supplémentaires sur l'année.

La dégradation du marché du travail a été particulièrement marquée début 2009, avec des hausses mensuelles du nombre de demandeurs d'emploi qui ont culminé à + 2,6 % (soit plus de 4 000 demandeurs supplémentaires) en février et avril 2009. Depuis mai, tout en restant sur une tendance à la hausse, le rythme d'augmentation de la demande d'emploi est moins rapide. Ainsi, après avoir augmenté de 10 % au cours du 1er semestre (soit 16 500 demandeurs supplémentaires), le nombre d'inscrits à Pôle Emploi en Languedoc-Roussillon est en hausse de 5 % au second semestre (+ 8 400 inscrits).

L'année 2009 s'achève sur une pause dans la détérioration de la situation de l'emploi, avec en décembre la plus faible hausse de la demande d'emploi depuis le début d'année : + 0,1 % en Languedoc-Roussillon en catégories A,B,C (+ 0,2 % au niveau national).

#### ● Les hommes plus touchés que les femmes par la dégradation du marché du travail

Au cours de l'année 2009, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A,B,C a augmenté de 19 % pour les hommes, contre 12 % pour les femmes. A la seule exception des manœuvres, la demande d'emploi augmente davantage pour les hommes quel que soit le niveau de qualification de l'emploi recherché.

La détérioration de la situation de l'emploi concerne particulièrement les hommes les plus jeunes et les plus âgés (+ 22 % pour les hommes de plus de 50 ans et de moins de 25 ans - graph. 2 ).

Pour les hommes comme pour les femmes, la hausse de la demande d'emploi concerne toutes les qualifications. C'est toutefois pour les ouvriers qualifiés, les manœuvres et les agents de maîtrise que la dégradation de la situation de l'emploi est la plus flagrante avec des hausses qui atteignent, voire dépassent légèrement, les 20 % sur l'année 2009.

#### ● Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente fortement

Fin 2009, 61 800 demandeurs d'emploi sont inscrits depuis au moins un an en catégories A,B,C dans la région, soit 12 600 de plus que fin 2008. En un an, le nombre d'inscrits depuis un an et plus a ainsi aug-

Tab. 1 - Nombre de demandes d'emploi en fin d'année et évolution annuelle

Unité : demandeurs d'emploi en fin d'année et %

Données brutes	Languedoc-Roussillon		France	
	2008	2009	Évolution	Évolution
<b>Catégories ABC</b>	<b>171 720</b>	<b>198 416</b>	<b>+ 15,5</b>	<b>+ 18,3</b>
Moins de 25 ans	30 977	36 175	+ 16,8	+ 20,2
25 à 49 ans	114 434	130 727	+ 14,2	+ 16,9
50 ans et plus	26 309	31 514	+ 19,8	+ 22,1
<i>dont inscrits depuis un an ou plus</i>	<i>49 184</i>	<i>61 774</i>	<i>+ 25,6</i>	<i>+ 28,6</i>
<i>dont catégorie A</i>	<i>127 317</i>	<i>146 422</i>	<i>+ 15,0</i>	<i>+ 18,8</i>
<i>Catégories D et E</i>	<i>21 419</i>	<i>26 601</i>	<i>+ 24,2</i>	<i>+ 30,3</i>
<b>Ensemble des demandeurs d'emploi</b>	<b>193 139</b>	<b>225 017</b>	<b>+ 16,5</b>	<b>+ 19,6</b>

Source : Pôle Emploi- traitement : DIRECCTE Languedoc-Roussillon

### Les politiques d'emploi en 2009

Face au ralentissement brutal de l'activité et à une dégradation significative du marché du travail, les politiques publiques en faveur de l'accès et du maintien dans l'emploi ont été particulièrement mobilisées en 2009.

Dans le but de favoriser l'accès à l'emploi, plus de 24 000 contrats aidés ont été signés :

- dans le secteur non marchand, 19 500 contrats\* (CAE et CAV) ont été prescrits, dont plus de 1 900 en faveur des jeunes de moins de 26 ans.
- dans le secteur marchand, plus de 4 600 contrats\* (CIE) ont été signés, dont près de 1 700 en faveur des jeunes de moins de 26 ans.

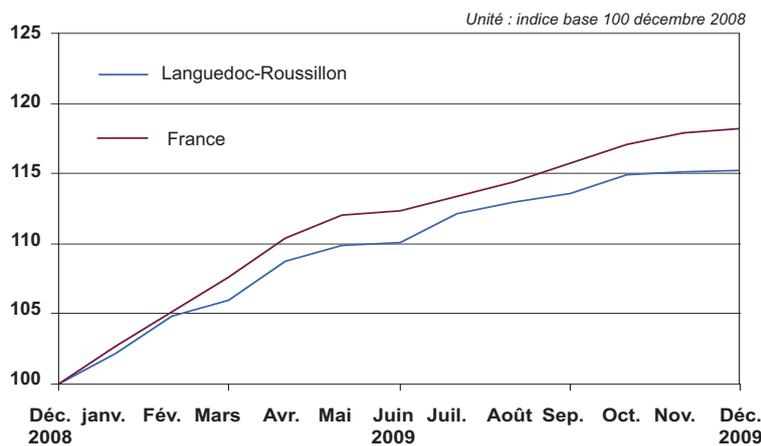
Par ailleurs, plus de 13 800 jeunes de moins de 26 ans ont bénéficié des dispositifs de formation en 2009 (avec 9 600 contrats d'apprentissage et 4 200 contrats de professionnalisation signés dans la région en 2009).

Les demandes de chômage partiel, dispositif qui permet d'éviter à une entreprise de licencier ses salariés en cas de baisse d'activité passagère, ont explosé : + 370 % en un an avec plus de 1 300 demandes déposées par des établissements de la région et près de 14 700 salariés concernés.

\* y.c. les contrats uniques d'insertion prescrits au mois de décembre 2009

Source : ASP - Ministère du Travail

Graph. 1 - Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A,B,C (données CVS)



Tab. 2 - Taux de chômage de la population active

	4 <sup>ème</sup> trimestre 2009	Évolution en points	
		T.4 / T.3 2009	Annuelle
Aude	12,7	+ 0,6	+ 2,0
Gard	13,8	+ 0,9	+ 2,5
Hérault	13,7	+ 0,4	+ 2,1
Lozère	5,3	+ 0,1	+ 0,8
Pyrénées-Orientales	13,8	+ 0,8	+ 2,5
<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>13,3</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 2,1</b>
France métropolitaine	9,6	+ 0,5	+ 1,8

Source : INSEE - taux de chômage localisés

### Les nouvelles catégories statistiques de demandeurs d'emploi

Depuis début 2009, les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi sont comptabilisés au sein de nouvelles catégories statistiques A, B, C, D, E. Alors que les anciennes catégories opéraient une distinction centrée sur le type d'emploi recherché, les nouvelles catégories distinguent les demandeurs d'emploi selon qu'ils ont ou non travaillé au cours du mois : 2 catégories sont ainsi privilégiées pour l'analyse :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
- Catégories A, B, C : ensemble des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, qu'ils aient travaillé ou non au cours du mois.

Les catégories D et E regroupent les demandeurs d'emploi non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi, qu'ils soient ou non en emploi.

### Le taux de chômage

Le taux de chômage au sens du BIT est calculé selon les normes du Bureau International du Travail, seul concept permettant des comparaisons internationales. Pour être chômeur au sens du BIT, les 3 critères suivants doivent être satisfaits :

- Ne pas avoir travaillé au cours de la semaine de référence, ne serait-ce qu'une heure
- Être disponible pour travailler
- Effectuer des démarches effectives de recherche d'emploi.

- Au niveau national, les taux de chômage au sens du BIT sont estimés trimestriellement à partir de l'enquête emploi.
- Au niveaux régionaux et départementaux, ils sont estimés par ventilation du nombre de chômeurs au niveau national selon une clé de répartition issue des données de l'ANPE.

## Marché du travail

menté de 26 %. Au niveau national, la hausse atteint 29 %. La demande d'emploi de longue durée a commencé à augmenter en juin 2009, soit un an après le retournement de conjoncture.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis 2 ans a également augmenté de façon importante au cours de l'année : fin 2009, 25 900 demandeurs d'emploi sont inscrits depuis au moins 2 ans, soit 16 % de plus que fin 2008.

### ● Un marché du travail actif

Les entrées au chômage ont été plus nombreuses en 2009 qu'en 2008, avec 316 800 demandes d'emploi enregistrées en catégories A,B,C au cours de l'année (+ 8 %). Au niveau national, les inscriptions à Pôle Emploi ont augmenté de 11 % en 2009.

Les inscriptions suite à des licenciements économiques connaissent la plus forte hausse (+ 30 %), ce motif ne représentant toutefois que 3 % des entrées à Pôle Emploi dans la région. Certains motifs d'inscription sont à l'inverse en net recul, notamment les démissions (- 18 %), les licenciements autres qu'économiques (- 17 %) ainsi que les fins de missions d'intérim (- 13 %), en lien avec le repli de l'activité intérimaire en 2009.

Parallèlement, les sorties du chômage ont progressé de 3 %, avec 287 300 sorties au cours de l'année dans la région (+ 3 % également au niveau national).

### ● Un volume d'offres d'emploi en repli mais une fin d'année encourageante

Au cours de l'année 2009, les employeurs ont déposé 143 200 offres d'emploi dans les agences de Pôle Emploi du Languedoc-Roussillon, soit 7 300 de moins qu'en 2008 (- 5 %). Au niveau national, le recul atteint 18 %.

Toutefois, fait encourageant, le volume de l'offre d'emploi repart à la hausse au 2<sup>ème</sup> semestre, avec un nombre d'offres collectées qui dépasse celui du 2<sup>ème</sup> semestre 2008 (+ 9 %). La progression est particulièrement marquée pour les offres d'emplois durables (+ 14 %).

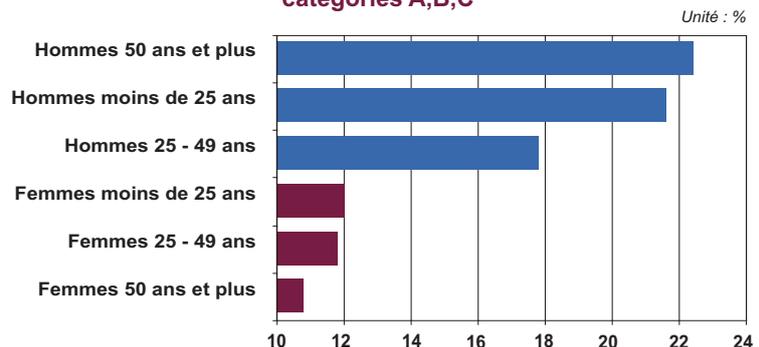
### ● Forte hausse du taux de chômage

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, le taux de chômage en Languedoc-Roussillon s'élève à 13,3 % de la population active, soit 2 points de plus qu'un an auparavant. Le taux de chômage a augmenté tout au long de l'année, avec des hausses particulièrement marquées aux 1<sup>er</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres (respectivement + 0,8 et + 0,6 point).

Sur l'ensemble de la France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,6 % au 4<sup>ème</sup> trimestre, soit + 1,8 point sur un an (+ 0,5 point au dernier trimestre).

Le Languedoc-Roussillon reste la région de France métropolitaine où le taux de chômage est le plus élevé, dépassant de 3,7 points la moyenne nationale.

Graph. 2 - Évolution de la demande d'emploi en 2009 catégories A,B,C



Source : Pôle Emploi - traitement DIRECCTE Languedoc-Roussillon



## Création d'entreprises

Nicolas MILLET - INSEE

### Le régime d'auto-entrepreneur dynamise la création d'entreprise par ailleurs en difficulté

Le nombre de créations d'entreprises en 2009 s'établit à un niveau record avec 33 611 créations en Languedoc-Roussillon, soit une augmentation de + 83 % en un an. Cette forte hausse s'explique essentiellement par la mise en place du statut d'auto-entrepreneur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Près de 60 % des créations en 2009 sont le fait d'auto-entrepreneurs. En dehors de ce nouveau régime, le nombre de créations diminue fortement, soit - 26 % pour la région entre 2008 et 2009, tous les secteurs d'activités sont touchés par cette baisse à l'exception de l'industrie et des activités financières.

[www.insee.fr/lr](http://www.insee.fr/lr)

En 2009 en Languedoc-Roussillon, le nombre de création d'entreprises a fortement augmenté (+ 83 % en un an) soit 33 611 entreprises nouvellement créées, néanmoins cette hausse est principalement due aux 20 038 créations sous statut d'auto-entrepreneur (graph. 1 et tab. 1).

En effet, exception faite de ce nouveau statut, le nombre de créations a diminué de - 26%. Cependant, il est difficile de distinguer dans cette baisse, ce qui imputable à la crise, et ce qui dépend de l'effet de substitution sur le nouveau régime d'auto-entrepreneurs. Certains créateurs ont peut-être opté pour l'auto-entreprise du fait des avantages de cette option, alors que leur entreprise aurait tout de même vu le jour sans ce régime. Pour d'autres créateurs, c'est sans doute la mise en place du régime d'auto-entrepreneur qui les a décidés à créer leur entreprise).

#### ● Hormis les auto-entreprises, les créations baissent dans la quasi-totalité des secteurs

En 2009, seuls deux secteurs créent plus d'entreprises qu'en 2008. Il s'agit du secteur de l'industrie avec 824 entreprises créées (+ 4,4 % en un an), et le secteur des activités financières avec 419 entreprises nouvellement créées (+ 6,9 % en un an). Ces deux secteurs représentent cependant une faible part des créations de la région tous statuts confondus. L'industrie ne représente que 6 % des créations régionales et les activités financières seulement 3 %.

Tous les autres secteurs d'activité créent moins d'entreprises (hors auto-entrepreneurs). Ainsi, le nombre de créations diminue de - 32 % dans la construction, et de - 25 % dans le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration, ces deux secteurs représentant respectivement 17 % et 37 % des créations régionales hors auto-entreprises. De même, dans le secteur des services qui concentre 40 % des créations régionales, le nombre de créations est en recul de 27% par rapport à 2008.

#### ● Les créations d'entreprises en société diminuent fortement

Depuis le début de la décennie, la part des sociétés dans les créations d'entreprises était passée de 32 % en 2000 à 42 % en 2008. Avec l'arrivée du régime d'auto-entrepreneur, les sociétés ne représentent plus que 21 % des créations. De plus, le prolongement de la crise économique en 2009 a eu pour effet de réduire le nombre de créations de société, la baisse est de - 7% en un an. Si en 2008 les sociétés à responsabilité limitée (SARL) représentaient la plus grande part des entreprises créées, soit près de 40 %, en 2009 elles ne concernent que 18 % des créations. Cette baisse de la part des SARL créées est due à la mise en place du régime d'auto-entrepreneur et à un effet de substitution, un certain nombre d'entreprises créées par des auto-entrepreneurs auront vocation à devenir plus tard des SARL.

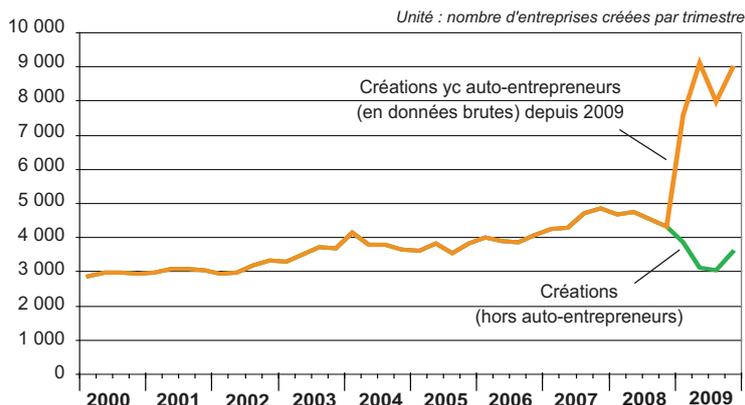
Tab. 1 - Nombre d'entreprises créées en 2009 par secteur et par département

Unité : nombre d'entreprises créées

Secteurs (données brutes) 2009	Aude	Gard	Herault	Lozère	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon
Ensemble	3987	8632	14272	605	6115	33611
Industrie	189	468	621	61	299	1638
Construction	738	1541	2329	97	1079	5784
Commerce, transports, hébergement et restauration	1315	2614	4262	169	2070	10430
dont : Hébergement et restauration	260	504	812	53	378	2007
Services	1745	4009	7060	278	2667	15759

Source : INSEE - Répertoire SIRENE

Graph. 1 - Créations d'entreprises en Languedoc-Roussillon



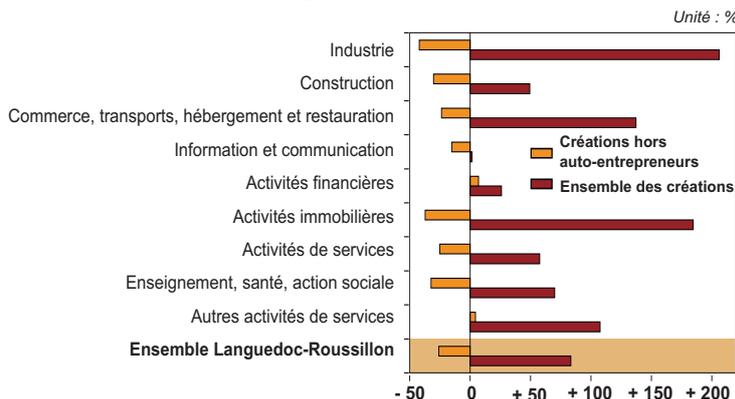
\*Note : les données sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables. Le modèle de désaisonnalisation de la série des créations est perturbé par l'arrivée des auto-entrepreneurs, dont on ignore le profil saisonnier. Depuis janvier 2009, seule la composante « hors auto-entrepreneurs » est désaisonnalisée. On lui ajoute le nombre brut de créations sous le régime de l'auto-entrepreneur. Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Tab. 2 - Part des entreprises créées sans salarié et nombre moyen de salariés le cas échéant

Secteur d'activité	Créations sans salarié parmi l'ensemble des créations		Nombre moyen de salariés en 2009 (si au moins un salarié à la création)
	en 2008 (en %)	en 2009 (en %)	
Industrie	86,4	94,7	3,4
Construction	81,5	92,1	1,8
Commerce, transports, hébergement et restauration	88,0	93,9	2,3
Information et communication	94,9	98,8	1,7
Activités financières	92,1	94,3	2,2
Activités immobilières	96,4	97,4	1,8
Activités de services	93,9	97,7	2,7
Enseignement, santé, action sociale	97,9	99,1	3,4
Autres activités de services	91,5	97,7	1,8
Ensemble Languedoc-Roussillon	89,4	95,5	2,2
Ensemble France	87,4	94,1	3

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Graph. 2 - Évolution 2008 - 2009 des créations d'entreprises en Languedoc-Roussillon



Source : Insee - répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

En revanche, les entreprises individuelles sont en plein essor avec 26 498 entreprises créées en 2009 (+ 148 %), dont les trois quarts sous le régime de l'auto-entrepreneur.

### ● 96 % des entreprises se créent sans salarié

La part des créations sans salarié dans l'ensemble des créations en Languedoc-Roussillon est très élevée : 95,5% contre 89,4% en 2008. Ceci s'explique par le fait que les créations sous le régime d'auto-entrepreneur se font essentiellement sans salarié (tab. 2). Parmi les entreprises qui se créent avec au moins un salarié, le nombre de salariés est en moyenne de 2,2 à la création, contre une moyenne de 3 salariés à la création au niveau national.

Parmi les entreprises qui se créent avec au moins un salarié, le nombre moyen de salarié est le plus élevé dans le secteur de l'industrie et celui de l'enseignement, santé, action sociale avec 3,4 salariés à la création en moyenne en 2009.

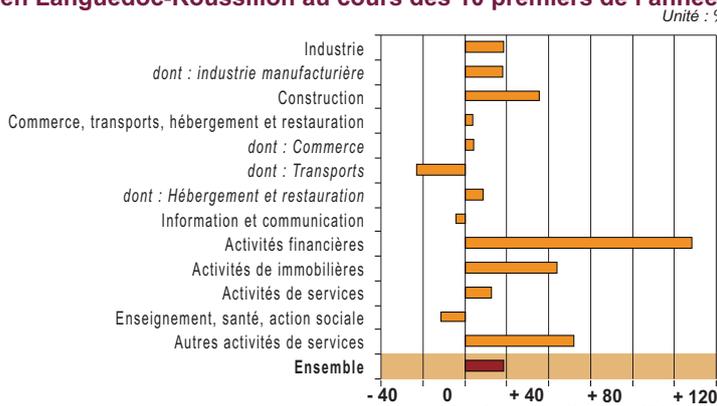
### ● Les défaillances d'entreprises augmentent de 18%

En Languedoc-Roussillon, au cours des 10 premiers mois de 2009(en glissement annuel sur les 10 premiers mois de l'année), 2 460 défaillances d'entreprises ont été enregistrées. En un an, par rapport à la même période en 2008, l'augmentation est de 18 %, bien au-dessus de la moyenne nationale qui est de 10 % (graph. 3).

Certains secteurs sont particulièrement touchés par la crise, notamment les activités financières et les activités immobilières. Pour les premières, le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté de + 108 % (+ 147% sur le plan national) ; pour les secondes, la hausse est de + 44 % dans la région contre + 33 % au niveau national.

Le secteur de la construction et celui de l'hébergement restauration sont plus touchés dans la région qu'au niveau national ; les défaillances ont augmenté de + 36 % dans la construction (+ 15 % au niveau national) et de + 9 % dans l'hébergement et la restauration (6 % en France). A l'inverse, le secteur des transports, celui de l'information, communication, et celui de l'enseignement, santé et action sociale enregistrent une recul des défaillances d'entreprises, avec respectivement -23 % , - 4% et -11 %.

Graph. 3 - Évolution 2008 - 2009 des défaillances d'entreprises en Languedoc-Roussillon au cours des 10 premiers de l'année



(1) : en date de jugement

Sources : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene) ; Bodacc.

## Création d'entreprises

### Création d'entreprises

#### Le régime de l'auto-entrepreneur

Le régime de l'auto-entrepreneur a été créé par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008. Il s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités), à titre principal ou complémentaire. Le régime de l'auto-entrepreneur offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

#### Définitions

**Créations d'entreprises** : les créations d'entreprises correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire Sirene, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de plus d'un an ;
- cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise par une entreprise nouvelle des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

**SARL** : société groupant des associés dont la responsabilité est limitée à leur apport personnel.

Source : Sirene

Champ Industrie, Commerce et Services

### Défaillance d'entreprises

#### Définitions

**La défaillance d'entreprise** correspond à l'ouverture d'une procédure de jugement de redressement judiciaire (qui ne se traduit pas toujours par une liquidation). Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en situation de cessation de paiements.

Les séries publiées dans cet article sont des séries **en date de jugement** date à laquelle la procédure de redressement judiciaire a été effectivement ouverte dans le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance.

Sources : Insee - Bodacc

Champ : Industrie, Commerce et Services



## Auto-entrepreneurs

Nicolas MILLET - INSEE

### 20 000 personnes ont créé leur entreprise en Languedoc-Roussillon en optant pour le statut de l'auto-entrepreneur

Le statut d'auto-entrepreneur, créé par la loi de modernisation de l'économie, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Il a immédiatement connu un vif succès en Languedoc-Roussillon, comme au niveau national. En un an, un peu plus de 20 000 entreprises ont été créées sous ce statut dans la région, ce qui représente près de 60 % de l'ensemble des créations réalisées en 2009.

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2009, le nombre de créations effectuées sous le statut d'auto-entrepreneur n'a jamais cessé d'augmenter ; le maximum a été atteint en avril avec un peu plus de 2 200 entreprises créées chaque mois (graph 1). Depuis le mois de septembre, le nombre de créations d'auto-entreprises semble se stabiliser, se maintenant légèrement au-dessus de 1 700 créations par mois. Au final, de janvier à décembre, 20 038 auto-entrepreneurs ont opté pour ce nouveau en Languedoc-Roussillon.

#### Les auto-entrepreneurs créent principalement dans les secteurs des services et du commerce

En Languedoc-Roussillon, près de 60 % des entreprises nouvellement créées en 2009 sont des auto-entreprises (graph. 2). Cette proportion est encore plus élevée dans les secteurs de l'information et communication (78 % des entreprises créées) et dans les autres activités de services (81 %). A l'inverse, les auto-entreprises sont quasiment inexistantes dans les secteurs des activités immobilières et financières, au niveau national comme dans la région.

#### Le profil des auto-entrepreneurs est proche de celui des créateurs d'entreprises individuelles

Les auto-entrepreneurs sont majoritairement des hommes (66 %), comme les autres créateurs d'entreprises individuelles (63 %). L'auto-entrepreneur languedocien a en moyenne 39,5 ans au moment où il crée son entreprise, l'âge moyen des autres entrepreneurs individuels au moment de la création est de 39 ans.

#### Le régime de l'auto-entrepreneur

Le régime de l'auto-entrepreneur a été créé par la loi de modernisation de l'économie en août 2008. Il s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités), à titre principal ou complémentaire.

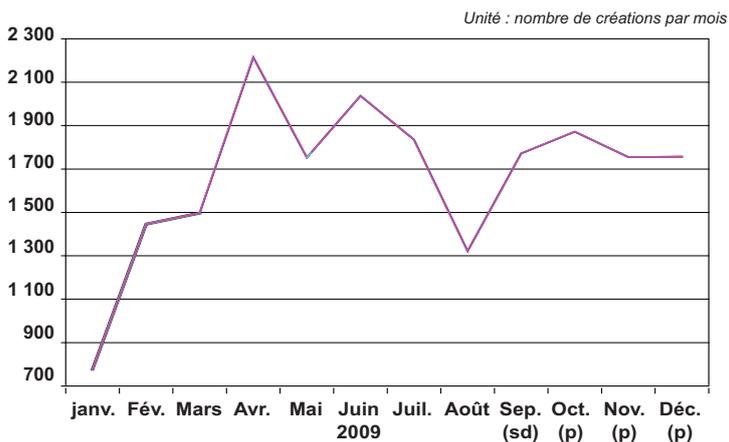
L'entreprise individuelle doit remplir les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise, c'est à dire réaliser moins de 80 000 euros de chiffre d'affaires pour une activité commerciale ou moins de 32 000 euros pour les prestations de services et les activités libérales. Le régime de l'auto-entrepreneur offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. L'auto-entrepreneur bénéficie :

- d'un régime microfiscal simplifié et d'une exonération de taxe professionnelle pendant trois ans à compter de la date de création ;
- d'une dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés pour les commerçants, ou au répertoire des métiers pour les artisans ;
- d'une exonération de TVA.

#### De la difficulté de dénombrer et caractériser les entreprises créées

Comme les déclarations de créations sont simplifiées, l'information statistique disponible sur les auto-entrepreneurs est, en partie, lacunaire. Le nombre de créations d'auto-entreprises issu du fichier Sirene intègre dorénavant, sans distinction, toutes les entreprises créées sous ce régime, qu'elles aient ou non effectivement démarré leur activité, y compris celles auxquelles ce régime a été refusé après la déclaration de création. En outre, ce nombre intègre toutes les unités créées sous le statut de l'auto-entrepreneur qu'il y ait, ou non, mise en œuvre effective de nouveaux moyens de production ; critère défini par Eurostat, selon lequel une création d'entreprise correspond à « l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur et mettant en œuvre de nouveaux moyens de production »

Graph. 1 - Nombre d'entreprises créées en 2009 avec le statut d'auto-entrepreneur en Languedoc-Roussillon



s-d : semi-définitif - p : provisoire

Source : Insee-répertoire Sirene

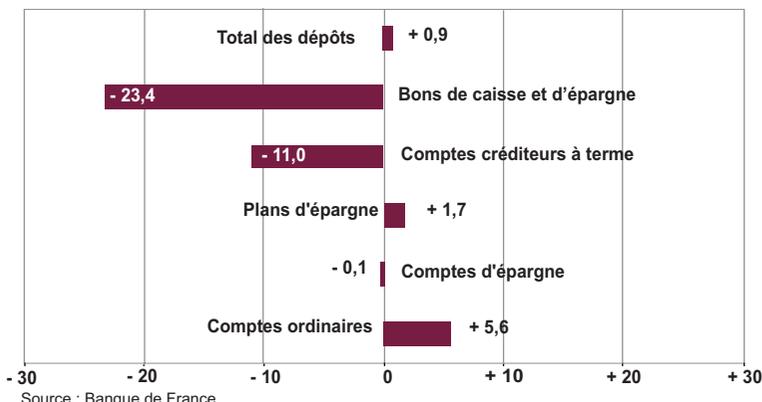
Graph. 2 - Part des auto-entreprises dans l'ensemble des créations d'entreprises selon les secteurs en 2009



Source : Insee-répertoire Sirene

Graph. 1 - Évolution des dépôts des particuliers en 2009  
Languedoc-Roussillon

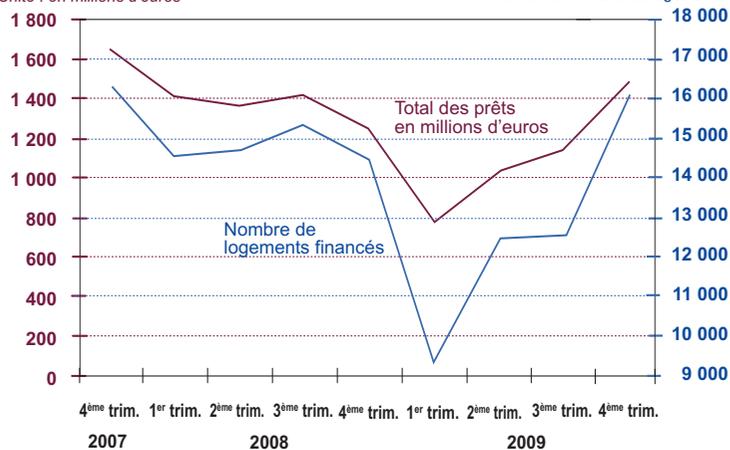
Unité : en %



Graph. 2 - Les crédits à l'habitat en Languedoc-Roussillon

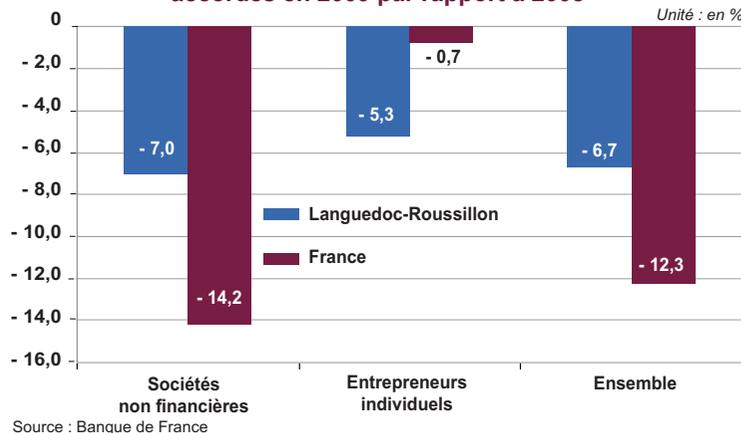
Unité : en millions d'euros

Unité : en nombre de logements



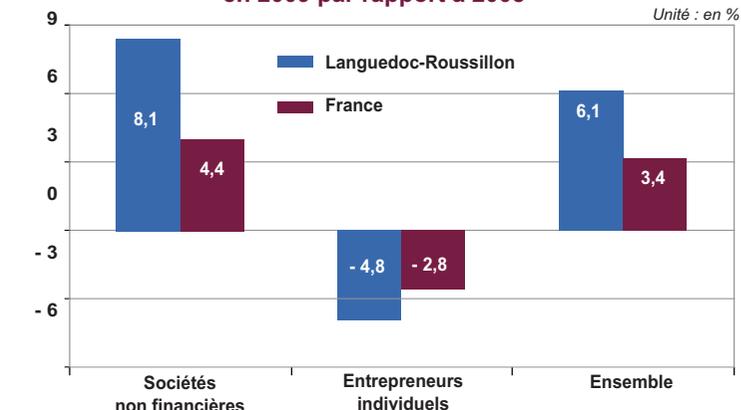
Graph. 3 - Évolution des crédits de trésorerie aux entreprises accordés en 2009 par rapport à 2008

Unité : en %



Graph. 4 - Évolution des crédits d'équipement aux entreprises en 2009 par rapport à 2008

Unité : en %



## Financement de l'économie

Hubert AIMARD - Banque de France

## Faible hausse des dépôts des ménages et baisse des crédits de trésorerie pour les entreprises

En 2009, les dépôts des ménages s'accroissent de 0,9 % mais leurs dépôts rémunérés diminuent. Les crédits à l'habitat se redressent en cours d'année. Les crédits de trésorerie pour les entreprises baissent de 6,7 % et les crédits d'équipement augmentent de 6,1 %.

## Particuliers

## ● Une faible hausse des dépôts sur comptes ordinaires

Les encours moyens des comptes créditeurs à terme régressent de 11 % et les ménages, comme en 2008, ont réduit leurs dépôts rémunérés (baisse de - 23,4 % pour les bons de caisse et d'épargne malgré une légère hausse de 1,7 % des plans d'épargne). Globalement, les dépôts s'accroissent de + 0,9 % (graph. 1).

## ● Les crédits à l'habitat se redressent en cours d'année

Concernant l'habitat, le décrochage de l'investissement logement est moins ressenti en Languedoc-Roussillon. Le marché de l'immobilier en région est toujours soutenu par l'afflux de population.

Les crédits à l'habitat mis en force sur l'année 2009 ont enregistré un fort repli au 1<sup>er</sup> trimestre, tant en volume qu'en nombre de dossiers financés. Après un redressement au second trimestre et une stabilité au troisième, la hausse a été sensible au quatrième trimestre (graph. 2).

## Entreprises

Le système bancaire a continué d'accompagner les besoins en financement des entreprises régionales. Les tendances observées évoluent dans le même sens qu'au niveau national mais les évolutions sont moins marquées en Languedoc-Roussillon.

Il convient cependant de souligner, comme l'année précédente, le moindre soutien accordé aux entrepreneurs individuels tant en terme de crédits d'équipement que de trésorerie.

## ● Crédits de trésorerie

Les crédits de trésorerie (graph. 3) présentent globalement une évolution négative de - 6,7 % sur la région, contre - 12,3 % au niveau national.

## ● Crédits d'équipement

Les crédits d'équipement (graph. 4) progressent de + 6,1 % en Languedoc-Roussillon, contre + 3,4 % au niveau national.

## Démographie

● Sophie AUDRIC - INSEE ●

### 2 616 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2009

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, la population en Languedoc-Roussillon est estimée à 2 616 000 habitants, soit 28 000 de plus qu'un an auparavant. L'essentiel de la croissance démographique est due à l'arrivée de nouveaux habitants dans la région, toujours plus nombreux que les personnes qui en partent.

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, la population en Languedoc-Roussillon est estimée à 2 616 000 habitants, soit une augmentation de 1,1 % par rapport à l'année précédente. La croissance de la population entre 2008 et 2009 dans la région s'explique pour 80 % par l'excédent du nombre d'arrivées sur le nombre des départs. Cette part due au solde migratoire est voisine de celle observée en Midi-Pyrénées (79 %) et près de quatre fois supérieure à la moyenne nationale (22 %). Elle a cependant diminué par rapport à sa tendance sur la dernière décennie (89 %).

L'accroissement lié au solde naturel reste relativement faible dans la région (20 %). En 2009, en prolongeant la tendance des dix premiers mois de l'année, le nombre de naissances estimé en Languedoc-Roussillon est supérieur de 4 600 personnes au nombre de décès. Ce solde naturel a diminué de 860 personnes par rapport à 2008.

Au cours de l'année 2009, selon les premières estimations, les femmes domiciliées en Languedoc-Roussillon auraient mis au monde 29 900 enfants, soit 460 naissances de moins que l'année précédente. Ces trente dernières années, le nombre de naissances a augmenté à un rythme beaucoup plus élevé qu'en moyenne française, ce qui s'explique en partie par l'augmentation du nombre d'arrivants de moins de 40 ans sur cette période. Le taux de natalité observé en Languedoc-Roussillon demeure cependant inférieur au taux national.

### Un taux de natalité plus faible et un taux de mortalité plus élevé qu'en moyenne nationale

Malgré une forte augmentation du nombre de naissances observée ces trente dernières années en Languedoc-Roussillon, le taux de natalité de la région demeure inférieur au taux national : 11,7 naissances pour mille habitants dans la région en 2008 contre 12,9 en France. Le Languedoc-Roussillon affiche en revanche une surmortalité par rapport à la moyenne nationale avec un taux de mortalité de 9,5 décès pour mille en 2008 contre 8,5 en France. Au final, le solde naturel régional (pour mille habitants) est deux fois plus faible que le solde national.

### Une nouvelle méthode de recensement

Depuis janvier 2004, le recensement de la population résidant en France est annuel. Une nouvelle méthode de recensement remplace le comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans. Les cinq premières enquêtes de recensement, collectées de 2005 à 2009, ont permis d'établir, en décembre 2009, les populations légales au 1<sup>er</sup> janvier 2007. Des données plus détaillées sur la population seront publiées en juillet 2010.

### Des estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2009

Les estimations régionales de population au 1<sup>er</sup> janvier 2009 tiennent compte à la fois des résultats des enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2009 et de source administrative, comme les fichiers d'état-civil. Ces estimations portent sur l'ensemble de la population, celle des ménages mais aussi des personnes vivant en communautés (maisons de retraite, résidences universitaires, établissements de santé de moyen et long séjour etc....).

En 2009, si la tendance des dix premiers mois est confirmée, le nombre de décès des habitants du Languedoc-Roussillon serait de l'ordre de 25 300 personnes, soit environ 400 personnes de plus que l'année précédente.

### La population du Languedoc-Roussillon et ses régions limitrophes au 1<sup>er</sup> janvier 2009

	Nombre en milliers en 2009	Taux de croissance 2008-2009 (en %)	Part expliquée par (en %)		Taux de croissance 1999-2009 (en %)	Part expliquée par (en %)	
			Solde naturel	Solde apparent		Solde naturel	Solde apparent
<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>2 616</b>	<b>1,1</b>	<b>19,7</b>	<b>80,3</b>	<b>1,3</b>	<b>11,2</b>	<b>88,8</b>
Midi-Pyrénées	2 865	1,0	20,8	79,2	1,2	12,2	87,8
Provence-Alpes-Côtes d'Azur	4 940	0,8	34,8	65,2	0,9	24,8	75,2
Rhône-Alpes	6 160	0,8	73,0	27,0	0,9	60,7	39,3
Auvergne	1 343	0,1	-38,5	138,5	0,3	-19,1	119,1
France métropolitaine	62 469	0,5	78,0	22,0	0,7	61,6	38,4

Source : Insee - estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2009 et fichiers d'état-civil

## Social

● Gisèle CHATENAY - DRJSCS ●

### Une aggravation des difficultés sociales

Les pertes d'emplois et l'augmentation du chômage se sont traduites par une augmentation du surendettement et des inscriptions en hausse aux minima sociaux. Ainsi, le nombre de chômeurs relevant des dispositifs ASS et ATA augmente sur l'année 2009 de 6,3%.

Cette année encore le nombre de bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé a progressé.

Enfin, l'année 2009 a été marquée par la montée en charge du dispositif RSA. 115 000 foyers en bénéficient fin 2009 : avec les ayant droits, il couvre ainsi 12% de la population régionale.

[www.drjjs-languedoc-roussillon.jeunesse-sports.gouv.fr](http://www.drjjs-languedoc-roussillon.jeunesse-sports.gouv.fr)

**ASS** – Allocation de Solidarité Spécifique : Allocation chômage du régime de solidarité géré par l'Etat destinée aux chômeurs de longue durée, en fin de droit de l'assurance chômage et qui justifie d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

**ATA** – Allocation Temporaire d'Attente : Allocation du régime de solidarité, destinée à procurer un minimum de ressources aux demandeurs d'asile pendant la durée d'instruction de leur demande d'asile, à certaines catégories de ressortissants étrangers et à des personnes en attente de réinsertion.

L'ATA remplace depuis novembre 2006 l'AI (Allocation d'Insertion).

**Le revenu de solidarité active (RSA)**

Ce dispositif est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009 en France métropolitaine. Il remplace le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation de parent isolé (API). Il est également versé à des personnes qui travaillent déjà et dont les revenus sont faibles.

Les allocataires isolé(e)s avec enfant à charge ou à naître bénéficient d'une majoration, appelée "RSA majoré".

On distingue 3 catégories de bénéficiaires. Les deux premières constituent la catégorie "RSA socle" :

■ Les bénéficiaires du "RSA socle seul" : personnes qui n'ont pas de revenus d'activité ou ont un emploi et sont en période de cumul intégral (période de 3 mois suivant la reprise d'activité).

■ Les bénéficiaires du "RSA socle et activité" : personnes qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble de leur ressources est inférieur au montant forfaitaire.

■ Les bénéficiaires du "RSA activité seul" : personnes qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble de leur ressources est supérieur au montant forfaitaire.

**Tab. 1 - Allocation Spécifique de Solidarité et Allocation Temporaire d'Attente**

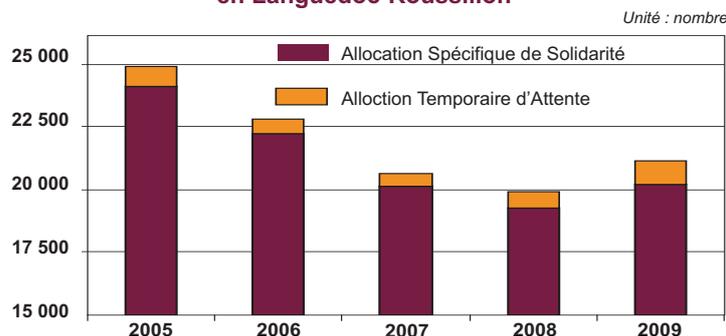
	2008	2009	Evolution 2008/2009
Aude	2 865	2 992	+ 4,4%
Gard	5 371	5 659	+ 5,4%
Hérault	8 437	9 060	+ 7,4%
Lozère	268	274	+ 2,2%
Pyrénées-Orientales	2 949	3 151	+ 6,8%
Languedoc-Roussillon	19 890	21 136	+ 6,3%

Source : Pôle emploi Languedoc-Roussillon - Traitement : DRJSCS

**Tab. 2 - Allocation Adulte Handicapé**

	2008	2009	Evolution 2008/2009
Aude	6 220	6 601	+ 6,1%
Gard	9 769	10 500	+ 7,5%
Hérault	16 472	16 750	+ 1,7%
Lozère	2 214	2 417	+ 9,2%
Pyrénées-Orientales	7 624	8 036	+ 5,4%
Languedoc-Roussillon	42 299	44 304	+ 4,7%

Source : CAF & MSA - Traitement : DRJSCS

**Evolution du nombre de bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité et de l'allocation temporaire d'attente\* en Languedoc-Roussillon**

Source : Pôle emploi Languedoc-Roussillon - Traitement DRJSCS

\* L'ATA a remplacé l'AI (Allocation d'Insertion) depuis novembre 2006

**Tab. 3 - Nombre de bénéficiaires RSA par catégorie en 2009**

	RSA socle seul	RSA socle et activité	RSA activité seul	RSA Ensemble
Aude	11 156	1 987	3 310	16 453
Gard	21 784	2 857	6 178	30 819
Hérault	29 707	5 064	9 126	43 897
Lozère	696	189	406	1 291
Pyrénées-Orientales	15 555	2 608	4 830	22 993
Languedoc-Roussillon	78 898	12 705	23 850	115 453

Source : CAF & MSA - Traitement : DRJSCS

**Social**

Au 31 décembre 2009, 115 453 foyers ont bénéficié du revenu de solidarité active (RSA) en Languedoc-Roussillon. Avec les ayant-droits, 236 369 personnes sont couvertes par ce dispositif dans la région, soit 12% de la population régionale de moins de 65 ans. 72 % des bénéficiaires du RSA sont d'anciens allocataires du RMI ou de l'API et ont basculé directement dans le nouveau dispositif au mois de juin

**● Augmentation de 6,3 % du nombre de chômeurs relevant des dispositifs ASS et ATA**

Le nombre de ressortissants de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS) et de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA) est de 21 136 allocataire fin 2009, soit une augmentation de + 6,3 % (tab.1). Cette augmentation intervient après 3 années de baisse consécutives. La plus forte augmentation se situe dans le département de l'Hérault avec 7,4 % de hausse. En région, cette augmentation est en partie due à la dégradation du marché du travail.

**● Progression de 4,7 % du nombre des allocataires de l'Allocation Adulte Handicapé**

Le nombre d'allocataires de l'allocation adulte handicapé en Languedoc-Roussillon a augmenté de + 4,7 % pour la deuxième année consécutive (tab.2). Cette augmentation confirme la difficulté que rencontrent les personnes handicapées à s'insérer professionnellement. Parmi la population âgée de 20-59 ans, la part des bénéficiaires de l'AAH est de 3,4 %. C'est une moyenne uniforme sur la région à l'exception de la Lozère où la part est de 6,1 %. Ce fort taux de bénéficiaires de l'AAH en Lozère est corrélé au taux d'équipement élevé des établissements d'hébergements spécialisés..

**● Progression du RSA socle "non majoré" de 6 %**

79 117 allocataires bénéficient du RSA socle sans majoration d'isolement, ce qui représente 68% de l'ensemble du dispositif (tab.4). La transition du RMI vers le RSA socle "non majoré" se traduit par une augmentation annuelle d'environ 4 500 bénéficiaires supplémentaire, soit +6%. Cette augmentation intervient après 4 années de baisse consécutive.

**● Augmentation du RSA socle "majoré" de 8 %**

Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA socle avec majoration d'isolement s'élève à 12 486, soit 11 % de l'ensemble du RSA (tab.5). L'augmentation par rapport au nombre d'allocataires de l'API en 2008 s'élève à 8 %. Après 2 années de baisse, le RSA socle majoré rejoint le niveau de l'API de l'année 2006. Une partie de cette augmentation est attribuée aux facteurs réglementaires, comme par exemple le fait que les anciens bénéficiaires du RMI isolés avec enfants qui n'avaient pas demandé l'API ont eu droit automatiquement au RSA avec majoration.

**● Montée en charge du nouveau volet : le RSA activité seul**

23 850 foyers bénéficient du "RSA activité seulement", dont 10 % avec majoration d'isolement, ce qui représente 21 % des allocataires du dispositif (tab.3). Il s'agit de personnes à faibles revenus mais qui ne pouvaient prétendre aux anciens dispositifs RMI ou API.

**Tab. 4 - Nombre de bénéficiaires du RMI 2008 et du RSA en 2009 en Languedoc-Roussillon**

	RMI 2008	RSA socle non majoré 2009	Evolution
Languedoc-Roussillon	74 575	79 117	+ 6,1 %

**Tab. 5 - Nombre de bénéficiaires de l'API en 2008 et du RSA en 2009 en Languedoc-Roussillon**

	API 2008	RSA socle majoré 2009	Evolution
Languedoc-Roussillon	11 537	12 486	+ 8,2 %

Source : CAF & MSA - Traitement : DRJSCS

## Enseignement

Christine BÉNESSE, Xavier TRIBOUT - Rectorat

### L'ensemble des effectifs scolarisés est en hausse

A la rentrée 2009, les écoles et les établissements du second degré publics et privés de l'académie de Montpellier <sup>(1)</sup> accueillent respectivement 254 300 et 221 400 élèves. Dans le second degré, la hausse de ces effectifs se poursuit depuis trois années consécutives.

Dans l'enseignement supérieur, les nouveaux entrants à l'université sont plus nombreux qu'à la rentrée précédente, et attirés par les filières économiques et scientifiques.

En forte hausse depuis plusieurs années, la voie de l'apprentissage scolarise 13 600 élèves et étudiants en 2008. Côté diplômes, l'académie de Montpellier obtient le meilleur taux de réussite au baccalauréat jamais atteint.

(1) : élèves scolarisés dans les lycées et relevant de l'enseignement supérieur.

[www.ac-montpellier.fr/academie-en-chiffres](http://www.ac-montpellier.fr/academie-en-chiffres)

#### Malgré la baisse de la scolarisation à deux ans, les effectifs continuent à augmenter dans le premier degré

La hausse des effectifs du 1<sup>er</sup> degré s'accélère : l'évolution atteint + 0,4 % pour cette rentrée contre + 0,1 % lors de la rentrée précédente (tab. 1). Cette augmentation s'observe en préélémentaire comme en élémentaire.

#### La hausse des effectifs dans les collèges et les classes post-bac des lycées se poursuit

L'évolution des effectifs d'élèves reste globalement orientée à la hausse (graph. 1). Plus d'un millier de jeunes de plus qu'en 2008 ont été scolarisés dans l'ensemble des établissements publics et privés de l'académie de Montpellier. Cette augmentation est perceptible dans l'ensemble des formations, à l'exception des formations générales et technologiques où le nombre de lycéens accuse une légère baisse de - 0,6 % (graph. 2).

Avec 600 élèves supplémentaires, les effectifs des collèges sont en hausse de + 0,5 %. Tous les départements ont contribué à cette augmentation, excepté l'Hérault dont le nombre de collégiens recule de - 0,3 %. Les collèges publics enregistrent l'essentiel de cette progression. Seul le niveau 6<sup>ème</sup> est en repli, principalement du fait des Pyrénées-Orientales qui perdent plus d'une centaine d'élèves (- 3,1 %).

Avec 260 étudiants supplémentaires, les effectifs des classes post-baccalauréat des lycées n'ont jamais été aussi élevés, et ceci dans tous les départements. Elles enregistrent ainsi une augmentation de + 3,5 %, soit deux points de plus que lors de la rentrée précédente. Dans le secteur privé, les classes post-bac hors contrat perdent - 5,5 % de leurs effectifs (plus de 140 élèves).

La rénovation de la voie professionnelle semble porter ses fruits. En effet, près de 300 élèves de plus qu'en 2008 on intégré une formation professionnelle ; cette hausse étant due essentiellement à la progression des effectifs de CAP et de baccalauréat professionnel en 3 ans.

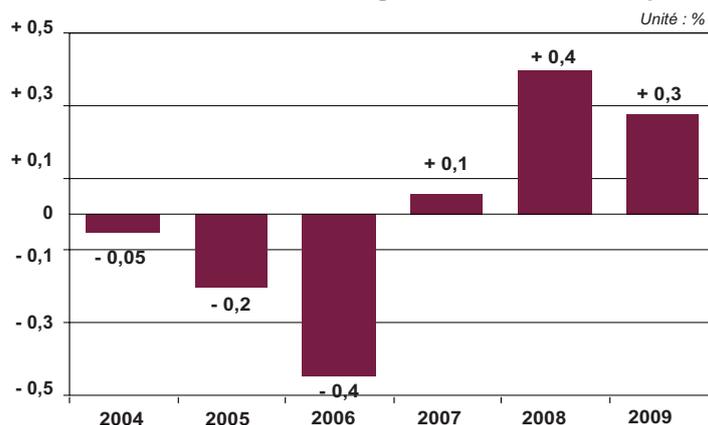
A l'inverse, les lycéens du second cycle général et technologique sont moins nombreux en 2009 ; 300 élèves de moins dans ces formations qui accusent ainsi un recul de 0,6 % par rapport à la dernière rentrée.

Tab. 1 - Répartition des élèves dans les établissements publics et privés du premier et du second degré dans l'académie de Montpellier

Constat de Rentrée des établissements publics et privés selon le degré et le cycle de formation	Rentrée 2008 effectifs	Rentrée 2009 effectifs	Evolution 2008-2009 %
Préélémentaire	94 068	94 530	+ 0,5
Elémentaire	157 746	158 230	+ 0,3
Enseignement spécial	1 510	1 576	+ 4,4
<b>Total premier degré</b>	<b>253 324</b>	<b>254 336</b>	<b>+ 0,4</b>
1 <sup>er</sup> cycle	122 762	123 380	+ 0,5
2 <sup>nd</sup> cycle Général & Technologique	55 000	54 778	- 0,4
2 <sup>nd</sup> cycle professionnel	26 968	27 238	+ 1,0
Enseignement spécial	3 913	3 895	- 0,5
<b>Total second degré</b>	<b>208 643</b>	<b>209 291</b>	<b>+ 0,3</b>
Classes Préparatoires aux Grandes écoles	2 181	2 271	+ 4,1
Sections de Technicien Supérieur	9 693	9 873	+ 1,9
<b>Total post-bac <sup>(1)</sup></b>	<b>11 874</b>	<b>12 144</b>	<b>+ 2,3</b>
<b>Total second degré et post-bac</b>	<b>220 517</b>	<b>221 435</b>	<b>+ 0,4</b>

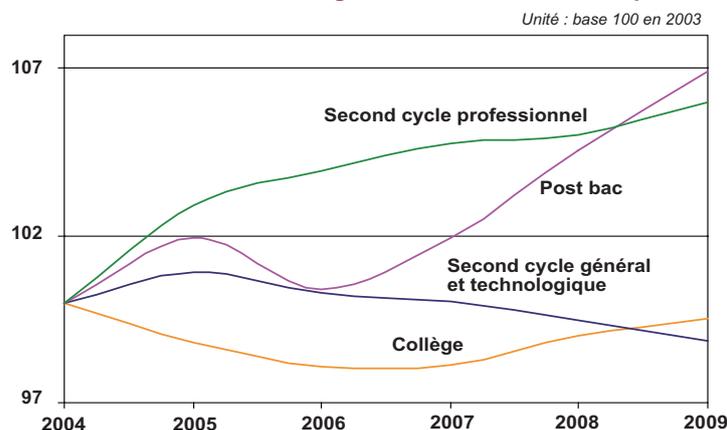
Sources : Constats de rentrée du premier et second degrés des établissements publics et privés.

Graph 1 - Evolution des effectifs dans l'ensemble des établissements du second degré - Académie de Montpellier



Source : base élèves académique

Graph 2 - Evolution des effectifs dans l'ensemble des établissements du second degré de l'académie de Montpellier



Source : base élèves académique

(1) Hors établissements relevant du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

## Enseignement

### ● Les nouveaux entrants à l'université nettement plus nombreux

A la rentrée 2008, 76 500 étudiants (hors post-bac) sont scolarisés dans les établissements d'enseignement supérieur de l'académie de Montpellier. Près de 11 500 nouveaux étudiants ont été accueillis par les 5 universités de l'académie de Montpellier, soit 500 de plus qu'en 2007 (+ 3,5 %) (graph. 3).

La féminisation des universités se poursuit : en 2007, les étudiantes représentaient 57 % des effectifs universitaires de l'académie (56 % au niveau national), en 2008 ce pourcentage atteint 57,7 % au plan académique et 56,7 % au plan national. Les filles restent cependant minoritaires dans le cursus doctorat et en IUT (respectivement 46,8 % et 38,4 %). Dans les domaines littéraires, les étudiantes représentent les trois quarts des effectifs et la proportion est la même au niveau national. Les filières médicales (médecine et pharmacie) sont aussi très féminisées. En revanche, les filles sont nettement minoritaires dans les formations STAPS et sciences fondamentales.

### ● Avec + 31 % d'augmentation, la voie de l'apprentissage a fortement progressé en 10 ans.

A la rentrée 2008, 13 600 apprentis sont scolarisés dans les CFA (Centres de Formation d'Apprentis), les sections d'apprentissage des lycées et les établissements d'enseignement supérieur de l'académie de Montpellier.

La voie de l'apprentissage attire de plus en plus de jeunes : en 10 ans, les effectifs d'apprentis sont passés de 10 400 à 13 600 en 2008, soit une hausse de plus de 31 %.

Les formations en apprentissage de niveau V (CAP, BEP, ...) représentent 62 % des effectifs, 20 % au niveau IV (Bac), 10 % pour les diplômes de niveau III (BTS, DUT, ...) et 7 % pour ceux de niveau II et de niveau I (respectivement, licence et ingénieur).

### ● Un taux record de réussite au baccalauréat et un taux de réussite au brevet en hausse.

En 2009, l'Académie de Montpellier obtient un taux de réussite global au baccalauréat de 85,8 % soit une hausse de + 3,5 points par rapport à la session 2008. C'est le meilleur taux de réussite jamais atteint par notre académie. Le taux de réussite académique est globalement proche de la moyenne nationale avec des résultats qui dépassent les résultats nationaux aux baccalauréats technologiques mais restent légèrement en-deçà dans les séries générales et professionnelles.

Avec 87,6 % de réussite, le baccalauréat général enregistre une progression de + 1,5 points par rapport à 2008. Avec un taux de réussite de 80 %, le bac technologique est en légère hausse par rapport à 2008 (tab. 2).

Le baccalauréat professionnel enregistre une hausse record de son taux de réussite par rapport à la session 2008 : avec 88,9 % de réussite, c'est 11,9 points de mieux que l'année précédente. Cette augmentation est plus sensible dans les spécialités du domaine des services (+ 13,9 points) et plus modérée dans celles de la production (+ 7,0 points).

Parallèlement à l'augmentation du taux de réussite au baccalauréat, le nombre de mentions obtenues par les candidats est également en augmentation sensible en 2009 : 8 632 (contre 7 563 en 2008) soit + 4,7 points.

Pour la session 2009, 28 753 candidats se sont présentés au Diplôme National du Brevet, soit un nombre de candidats équivalent à la session 2008. A l'exception de la Lozère (- 1 point), les autres départements gagnent entre + 1,4 et + 2,2 points de taux de réussite par rapport à la session précédente.

Au BTS (Brevet de Technicien Supérieur), le taux de réussite académique est de 67,9 % en 2009, soit 0,8 points de moins que l'année précédente. Le taux de réussite académique est égal au taux national (67,9 %), en baisse lui aussi par rapport à l'année précédente. Ce taux reste toutefois bien supérieur à la moyenne des années précédentes.

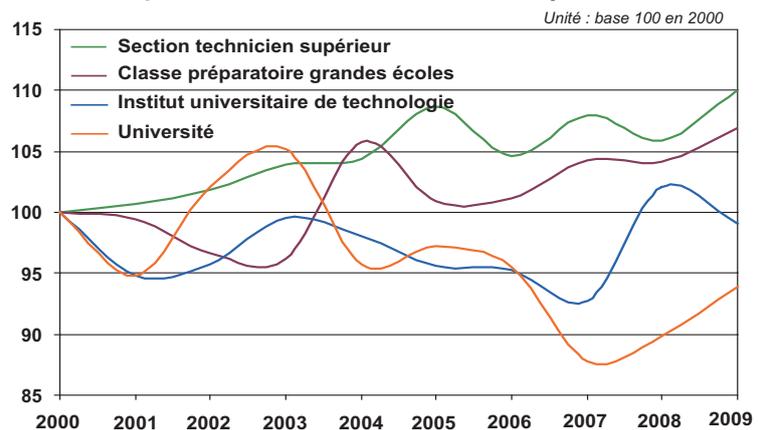
Les résultats au BEP et au CAP sont en baisse par rapport à ceux de la session 2008, avec une chute du taux de réussite respective de 2,9 et 4,1 points. Le taux de réussite académique au CAP est toutefois élevé : 79,6 %. Le succès des spécialités de service ne se dément pas, avec 4 000 candidats présents (+10% par rapport à 2008). Avec un taux de réussite de 74,7 %, près de 3 candidats sur 4 présents aux épreuves du BEP obtiennent leur diplôme.

Tab. 2 - Résultats des examens du Second degré et du BTS dans l'académie de Montpellier (\*)

	Session 2009		Evolution par rapport à 2008	
	Présents	Taux de réussite	Présents (effectifs)	Réussite (points)
<b>Diplôme National du Brevet</b>	<b>28 753</b>	<b>81,7</b>	<b>- 44</b>	<b>+ 0,8</b>
<b>CAP</b>	<b>8 090</b>	<b>79,6</b>	<b>+ 721</b>	<b>- 4,1</b>
Production	4 091	79,6	+ 317	- 3,5
Services	3 999	80,9	+ 404	- 3,4
<b>BEP</b>	<b>8 457</b>	<b>74,7</b>	<b>+ 127</b>	<b>- 2,9</b>
Production	3 310	73,5	+ 108	- 1,2
Services	5 147	75,9	+ 19	- 3,4
<b>BACCALAUREAT</b>	<b>23 065</b>	<b>85,8</b>	<b>+ 314</b>	<b>+ 3,5</b>
<b>Baccalauréat General &amp; Technologique</b>	<b>18 334</b>	<b>84,5</b>	<b>+ 139</b>	<b>+ 0,9</b>
Général	11 905	87,6	+ 284	+ 1,5
Technologique	6 429	80,0	- 145	+ 0,7
<b>BAC Professionnel</b>	<b>4 731</b>	<b>88,9</b>	<b>+ 175</b>	<b>+ 11,9</b>
<b>BTS</b>	<b>6 629</b>	<b>67,9</b>	<b>+ 480</b>	<b>- 0,8</b>
Production	1 323	80,0	+ 129	+ 1,9
Services	5 306	64,9	+ 351	- 1,6

(\*) Y compris les baccalauréats agricoles Source : Rectorat de l'Académie de Montpellier

Graph 3 - Les entrants en 1<sup>ère</sup> année de l'enseignement supérieur dans l'académie de Montpellier



Source : rectorat de l'Académie de Montpellier



## Environnement

● Eric GAY - DREAL ●

### Panorama du Développement Durable en Languedoc-Roussillon

**Le Grenelle de l'environnement a révélé les attentes croissantes des Français en matière de développement durable, dans un contexte marqué par une prise de conscience plus vive des questions environnementales. Les Lois Grenelle constituent une réponse forte à ces attentes.**

**La création de la DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) le 9 janvier 2010, fusion de trois directions régionales (DRE, DIREN et DRIRE), portera les enjeux majeurs du développement durable en Languedoc Roussillon.**

**L'année 2009 a vu le lancement et la poursuite d'actions de planification, de valorisation des ressources, de protection du patrimoine et des populations en Languedoc Roussillon**

[www.languedoc-roussillon-developpement-durable.gouv.fr/gouv.fr](http://www.languedoc-roussillon-developpement-durable.gouv.fr/gouv.fr)

#### ● Développement durable Agenda 21 : des projets territoriaux de développement durable

La région Languedoc-Roussillon se place parmi les régions françaises les plus dynamiques en termes de projets territoriaux de développement durable. Fin 2009, 11 agendas 21 étaient adoptés (dont 4 lauréats à l'appel à reconnaissance du MEEDDM), 35 en cours d'élaboration, et 13 en projet. Le comité régional des agendas 21 s'est réuni pour la 2<sup>ème</sup> fois le 2 juillet 2009, animé conjointement par la Préfecture et le Conseil Régional. Ce lieu de partage des expériences, des priorités et des enjeux a pour objectif de soutenir et dynamiser les projets existants, d'assurer une cohérence des plans d'actions et d'accompagner efficacement les démarches des collectivités. Il est assisté d'un comité technique qui s'est réuni 3 fois en 2009. Il a conduit à l'organisation d'une formation sur l'outil agenda 21 à l'attention des collectivités venant de se lancer dans ce type de démarche.

La DIREN a également assuré un accompagnement méthodologique des collectivités dans leurs projets territoriaux de développement durable, apporté une aide financière, et tenu à jour le tableau de bord des projets en cours d'exécution ou d'élaboration.

#### ● Éducation à l'environnement pour un développement durable

L'année 2009 a vu la mise en œuvre de la Convention Cadre régionale relative à l'Éducation à l'Environnement pour un Développement Durable (EEDD). Signée le 2 février 2007, cette convention formalise le partenariat entre les services de l'État, ses établissements publics et la Région Languedoc-Roussillon en faveur de l'éducation à l'environnement.

**Soutien aux associations** : parmi les 12 thèmes d'action d'éducation à l'environnement figurant dans la Convention Cadre EEDD, la DIREN a retenu pour l'année 2009, les priorités suivantes, permettant d'attribuer les subventions aux associations concernées :

- Sensibilisation aux risques d'inondation, de submersion marine et d'érosion du trait de côte
- Économies des ressources, en particulier ressource en eau
- Changement climatique
- Préservation de la biodiversité

**Des assises régionales** à l'éducation à l'environnement et au développement durable se sont tenues le 3 avril 2009 à Montpellier. Elles ont été l'occasion de dresser un état des lieux de l'éducation à l'environnement en Languedoc Roussillon, et de faire des propositions aux assises nationales qui se sont déroulées à Caen en octobre.

**L'évaluation environnementale** consiste à intégrer l'environnement tout au long du processus décisionnel : elle rend compte des effets qu'une initiative (plan ou programme, projet) est susceptible d'avoir et permet de justifier les choix retenus au regard des enjeux environnementaux identifiés.

Depuis 2005, les plans et programmes sont soumis à évaluation environnementale. L'avis de l'autorité environnementale, en général le Préfet de département, est préparé par la DIREN (DREAL depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010) et joint au dossier d'enquête publique.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, le décret du 30 avril 2009 rend pleinement applicable à tous les projets soumis à étude d'impact, la directive européenne concernant l'évaluation de leurs incidences sur l'environnement. Pour ces projets, l'autorité environnementale est en général le Préfet de région. Son avis, préparé dans les mêmes conditions que pour les plans et programmes, est joint au dossier d'enquête publique.

Cela se traduit par de nombreux avis émis sur les plans, programmes et projets. Ainsi pour 2009 :

- 141 avis ont été émis sur POS / PLU, dont 16 avis d'autorité environnementale. De nombreuses communes ont réalisé des révisions simplifiées de leur POS compte tenu de l'échéance du 31 décembre 2009 au delà de laquelle il ne sera plus possible d'entreprendre de révision simplifiée de POS ;

- 11 avis ont été émis sur d'autres documents de planification (SCOT, PREDD, ZAC, Programme d'actions dans les zones vulnérables)

- 47 dossiers ont été examinés sous l'angle de l'intégration des enjeux environnementaux dans le cadre de la procédure administrative Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et autres (ISDI, arrêts de concessions de mines).

- 30 avis de contribution à l'instruction de projets d'énergies renouvelables (centrales solaires au sol)



### ● Risques naturels

L'année 2009 n'aura pas connu d'événement climatique majeur. Elle a été marquée par la poursuite de l'élaboration des Programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) et la transposition en droit français de la Directive Européenne inondation. On peut ainsi signaler :

- La prolongation des conventions des quatre premiers PAPI (Gardons, Vidourle, Orb et Tech)
- La poursuite des PAPI Aude, Nîmes, Vistre et Lez
- La signature de l'avenant à la convention du PAPI Nîmes « Cade-reaux » le 30 mars 2009
- La poursuite du plan Rhône
- Le démarrage de la concertation avec tous les acteurs de Languedoc-Roussillon sur la déclinaison en droit français de la Directive Européenne relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondations
- La commémoration des crues meurtrières de l'Aude de 1999 : après le temps de la commémoration, la DDTM de l'Aude a mis l'accent sur les évolutions réglementaires de ces dix dernières années.

### ● Biodiversité, sites et paysages

Dans le cadre de la stratégie nationale pour la biodiversité et dans la lignée des engagements du Grenelle de l'environnement, le Ministère de l'Écologie de l'Énergie du Développement Durable et de la Mer accentue sa politique en faveur des espèces animales et végétales menacées. L'élaboration d'un plan national d'action est l'occasion de fédérer de très nombreux acteurs.

En 2009, le Languedoc-Roussillon a été concerné par 32 plans d'actions (sur une soixantaine engagés à l'échelle nationale). Trois d'entre ont été directement coordonnés par la DIREN : l'Aigle de Bonelli (*Aquila fasciata*), le Faucon crécerellette (*Falco naumanni*), l'Émyde lépreuse (*Mauremys caspica*).



## Industrie

Patrick CROSNIER - DIRECCTE, Hubert AIMARD - Banque de France

### Une activité industrielle en baisse sensible malgré une amélioration en fin d'année

L'activité industrielle régionale a nettement ralenti en 2009 avec un recul de l'ordre de - 7,6 % du chiffre d'affaires du secteur selon l'enquête réalisée par la Banque de France (\*). Le repli de l'activité industrielle, entamé au deuxième semestre 2008, s'est prolongé une grande partie de l'année 2009. Cependant des signes d'amélioration sont apparus dans la dernière moitié de l'année. L'activité a été mieux orientée dans l'agroalimentaire et la pharmacie.

[www.sdtefp-languedocroussillon.travail.gouv.fr](http://www.sdtefp-languedocroussillon.travail.gouv.fr)  
[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

#### ● L'activité industrielle régionale baisse fortement

La phase de croissance régionale entamée à la fin de 2003 s'est arrêtée brutalement à la mi 2008 et l'industrie régionale a enregistré en 2009, une baisse d'activité de 7,6 % (graph. 1).

L'emploi, y compris intérimaire, s'est contracté de 3,6 % malgré les mesures de chômage partiel et les fermetures momentanées d'établissements (graph. 3). Les établissements de 50 à 200 salariés ont réduit le plus fortement leurs effectifs. Cependant, les entreprises ont, le plus possible, conservé leurs salariés qualifiés de manière à faire face à la reprise dans de meilleures conditions.

La rentabilité d'exploitation des entreprises a continué de se détériorer en 2009 en raison de charges quasi constantes.

#### ● La dégradation de l'activité est plus forte dans les industries de biens intermédiaires

Pour le secteur des biens intermédiaires, la baisse moyenne du chiffre d'affaires est de l'ordre de 12 %. L'emploi s'est contracté de 5 % en 2009 (la branche représente un tiers des effectifs industriels régionaux). Les investissements se sont quasi stabilisés au niveau de l'année précédente. Dans ce secteur, le contraste est assez fort selon les activités : le segment papier - carton a progressé, ainsi que les composants électroniques alors que dans les autres secteurs comme la chimie ou la fabrication de matières plastiques, l'activité s'est réduite. Dans la métallurgie, la transformation des métaux et les composants électriques, l'activité réservée à la baisse s'est révélée en dents de scie. Dans les matériaux de construction, les entreprises ont subi le fléchissement constaté notamment dans le bâtiment et dans une moindre mesure dans les Travaux Publics. De même, les entreprises du secteur bois n'ont pas échappé à une baisse des commandes. Dans le textile, notamment dans le segment maille, l'activité s'est révélée moins morose.

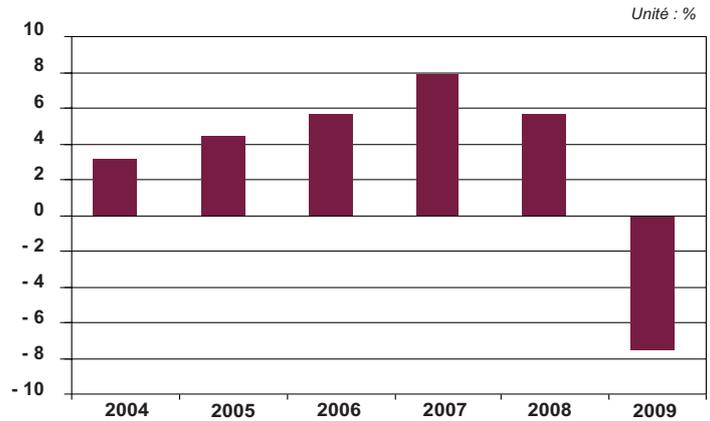
#### ● Un recul également important pour les biens d'équipement

La chute de l'activité de l'ordre de 11 % en 2009 dans le secteur des biens d'équipement fait suite à une croissance exceptionnelle des chiffres d'affaires de plus de 40 % sur les 3 années antérieures. Dès la mi 2008, les entreprises du secteur des biens d'équipement (environ un quart des effectifs industriels régionaux) ont subi une forte baisse d'activité qui s'est prolongée tout au long de l'année.

L'emploi a reculé de 3 % dans le secteur tandis que les investissements ont diminué fortement pour la deuxième année consécutive.

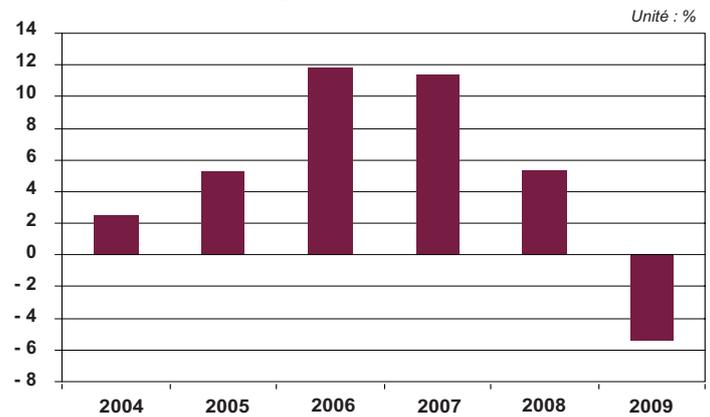
(\* ) Article rédigé à partir de l'enquête annuelle de la Banque de France réalisée en début d'année 2010. Les chiffres utilisés ne sont pas déflatés et ne correspondent donc pas à une évolution en volume de la production ou de l'investissement. D'autre part, les chiffres des effectifs tiennent compte des intérimaires.

Graph 1 - Evolution annuelle du chiffre d'affaire dans l'industrie en Languedoc-Roussillon



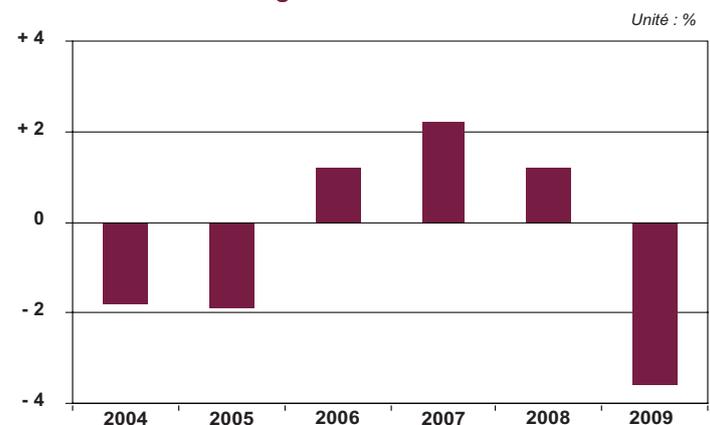
Source : Banque de France

Graph 2 - Evolution annuelle des exportations de l'industrie en Languedoc-Roussillon



Source : Banque de France

Graph 3 - Evolution des effectifs salariés dans l'industrie en Languedoc-Roussillon



Source : Banque de France

## Industrie

C'est le secteur de la mécanique qui a subi la réduction d'activité la plus forte, notamment dans le domaine de l'activité pétrolière et du machinisme agricole. De même, la construction navale régionale a été fortement touchée par la détérioration du marché des bateaux de plaisance. De son côté, l'activité de la construction ferroviaire a été mise à mal, notamment par la diminution de l'activité de l'industrie chimique. En revanche, les marchés de la fabrication d'ordinateurs et de l'instrumentation médicale se sont stabilisés à un niveau correct.

### ● L'activité des biens de consommation en recul malgré la croissance de la pharmacie

Le chiffre d'affaires des entreprises des biens de consommation a baissé de 4,2 % en 2009. Cependant, ce recul relativement modeste s'est accompagné d'une forte détérioration de l'emploi dans le secteur (- 8,2 %). La bonne performance de l'accroissement des investissements est à relier à la baisse de l'an dernier mais aussi aux prévisions mieux orientées des chefs d'entreprises pour 2010.

Comme les années précédentes, le secteur de la pharmacie mais aussi des produits de toilette a connu une progression sensible de son activité, avec des recrutements à la clé, en raison d'une demande interne et externe soutenue.

L'évolution est plus contrastée pour les activités plus traditionnelles. Si le segment habillement - cuir a plutôt bien résisté et si l'activité de la bijouterie reste globalement stable, le marché du meuble est caractérisé par une très forte dégradation de la demande que subissent les entreprises régionales.

Autre repli important, celui du secteur de l'édition de journaux qui subit la diminution de la diffusion et des recettes publicitaires. L'activité du segment imprimerie est plus contrastée.

### ● Meilleure résistance de l'agroalimentaire

L'agro-alimentaire est le secteur qui résiste le mieux à la crise avec une baisse réduite de son activité de l'ordre de 2,4 % qui fait suite à une forte croissance du chiffre d'affaires en 2008. Cette évolution s'accompagne d'une légère augmentation de l'emploi (+ 2,5 %) mais aussi d'une baisse élevée des investissements qui devrait perdurer en 2010.

L'activité dans le segment de la fabrication d'aliments pour animaux, notamment domestiques, a été bonne. D'autres productions plus saisonnières comme la fabrication de glaces, la chocolaterie - confiserie, voire la fabrication industrielle de pain et de pâtisserie ou l'industrie des boissons obtiennent de bonnes performances sur l'année. Le segment plats cuisinés reste porteur et des entreprises régionales placées en amont de la filière se diversifient pour se positionner sur ce marché. Les résultats sont plus contrastés par exemple dans l'industrie de la viande.

### ● L'activité des services informatiques a fléchi

En marge des secteurs industriels traditionnels, les entreprises de services informatiques jouent un rôle essentiel depuis quelques années dans la croissance régionale des services aux entreprises. La baisse du chiffre d'affaires qui atteint 2 % en 2009 est cependant accompagnée d'une légère hausse des effectifs. Les investissements sont également en progrès.

Dans ce secteur, la relative jeunesse de nombreuses entreprises de taille encore modeste et souvent spécialisées sur des niches à caractère mondial peut quelquefois expliquer le caractère à contre-courant de l'activité.

### Très forte baisse de la production industrielle française

En 2009, la production manufacturière a chuté en moyenne annuelle de - 11 % après - 2,6 % en 2008. La baisse est générale à l'exception du segment de la pharmacie qui parvient à croître. Les secteurs les plus touchés sont les biens d'investissement et entre autres les équipements électriques et les machines mais aussi la métallurgie et la construction métallique. Ainsi, la réduction de la production avoisine le quart de la production du segment des machines. A l'opposé, l'activité dans l'agro-alimentaire est quasi stable. Dans la zone Euro, la baisse moyenne de la production industrielle atteint - 14,9 %.

Source Insee - Eurostat

### Le recours à l'intérim dans l'industrie

Sur les trois premiers trimestres de l'année 2009, le nombre d'intérimaires équivalents temps plein travaillant pour l'industrie régionale était en moyenne de l'ordre de 3 400 personnes. Toujours sur les trois premiers trimestres de 2008 et 2009, la réduction est forte avec près de 30 % d'intérimaires en moins travaillant pour l'industrie régionale. En revanche, la chute sévère entre la mi 2008 et le premier trimestre 2009 laisse place au deuxième et au troisième trimestre 2009 à une progression d'environ 10 %. Le mouvement pourrait également être à la hausse au 4<sup>ème</sup> trimestre parallèlement à la meilleure orientation de l'industrie régionale.

(Source Direccte)



## Construction - Logement

● Daniel FRAYSSINET, Jean-Claude GUILLON et Madeleine VIDAL - DREAL ●

### La construction de logements résiste mieux qu'au plan national

Interrogés sur leurs perspectives d'activité, les professionnels du bâtiment et des travaux publics se déclarent un peu moins pessimistes en fin d'année 2009. Souvent liée à des projets de défiscalisation, la vente de logements neufs a progressé en 2009 ; elle est très concentrée sur l'aire urbaine de Montpellier et la plaine littorale. Les prix ne baissent pas. Moins importante qu'au plan national, la baisse du nombre de logements commencés ne concerne que certaines parties du territoire régional. Le taux d'équipement en logement social stagne malgré les efforts de financement de nouveaux logements.

[www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr](http://www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr)

#### ● Moindre pessimisme des chefs d'entreprises en fin d'année

En relation directe avec l'état d'ensemble du secteur de la construction, la production de granulats et la consommation de béton prêt à l'emploi (BPE) enregistrent un recul significatif en 2009 (graph 1). A hauteur de 2 millions de m<sup>3</sup>, cette consommation de BPE traduit une baisse de 18 % par rapport à 2008 et 23 % par rapport à 2007. Les années récentes ayant connu une forte activité, il faut remonter à 2003 pour trouver un niveau de consommation similaire. On observe cependant une relative stabilisation de cet indicateur en fin d'année.

Dans l'ensemble du secteur, après la vive dégradation du baromètre de confiance jusqu'au printemps 2009, l'opinion des chefs d'entreprise sur leur activité l'activité a cessé de se dégrader (graph 2 et 3).

Au niveau de l'appareil de production l'intérim a retrouvé son rôle de variable d'ajustement : il a ainsi permis de contenir la réduction des effectifs permanents qui se sont contractés pour la première fois depuis 12 ans. Ce repli limité des effectifs permanents traduit l'espoir d'une reprise et le souci de préserver les efforts accomplis en termes de capacité de production.

#### ● Les lois de défiscalisation favorisent la vente de logements neufs

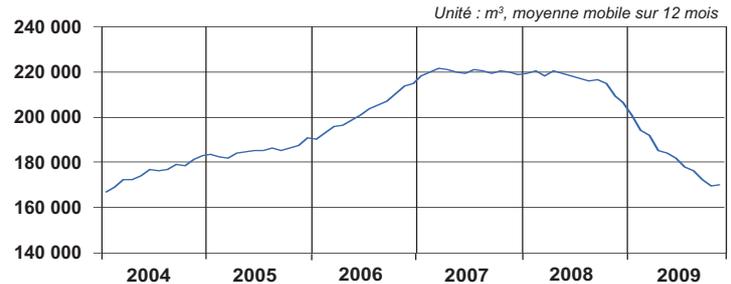
5 436 logements neufs ont été mis en vente en Languedoc-Roussillon en 2009, soit 35 % de moins qu'en 2008. Les mises en vente de logements en immeubles collectifs (88 % du total) ont reculé de 36 % et celles de maisons individuelles de 27 %.

Au cours de la même période, 8 015 logements ont été vendus soit 26 % de plus qu'en 2008. Ce chiffre traduit un exercice exceptionnel pour les promoteurs privés. Il convient toutefois de relativiser ce résultat car le marché est majoritairement porté par l'investissement locatif (dispositif « Scellier ») alors que l'accession classique stagne. Le niveau des ventes étant de 47 % supérieur à celui des mises en vente, l'encours de logement proposés à la vente se réduit de 38 % en un an.

En un an, le délai moyen d'écoulement de l'encours a diminué de 9 mois pour le collectif et de 5,7 mois pour l'individuel. Le prix moyen au m<sup>2</sup> des logements en immeuble collectif s'établissait fin 2009 à 3 235 € soit une hausse de 2,6 % en un an (en France métropolitaine, la hausse est de 4,2 %).

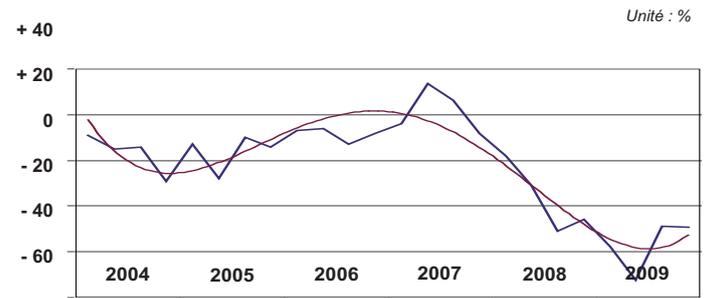
Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 notamment, le prix moyen d'une maison neuve en individuel groupé (plus de 5 logements) qui ressort globalement à 273 100 € (soit + 12 % par rapport à la moyenne métropolitaine) n'est pas représentatif de l'évolution du marché courant sur ce secteur. En

Graph 1 - Consommation de béton prêt à l'emploi en Languedoc-Roussillon



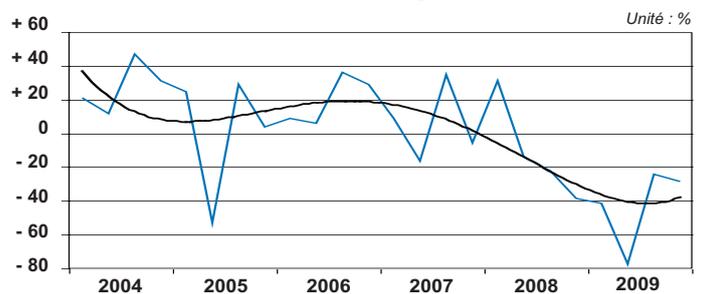
Source : Syndicat national de béton prêt à l'emploi - UNICEM

Graph 2 - Solde d'opinions des chefs d'entreprises sur l'activité dans le secteur du bâtiment en Languedoc-Roussillon



Source : Insee - enquête régionale de conjoncture

Graph 3 - Solde d'opinions des chefs d'entreprises sur l'activité dans les travaux publics en Languedoc-Roussillon



Source : Insee - enquête régionale de conjoncture

effet, au-delà des disparités classiques liées à la localisation et au confort, cette donnée intègre une part significative de maisons résidentielles de vacance dont le prix moyen ressort à près du double de celui d'une maison ordinaire (398 690 € contre 200 460 €).

C'est ainsi que pour les seules maisons ordinaires, sur l'ensemble de l'année 2009, le prix moyen ressort à 210 003 € contre 210 918 € en 2008, soit une légère baisse que l'on retrouve sur les deux derniers trimestres.

Pour le nombre de ventes, globalement le Languedoc-Roussillon se situe au 2<sup>ème</sup> rang de l'ensemble des régions de France. Près du quart des ventes de l'année 2009 concerne des programmes situés sur la commune de Montpellier et 44 % concernent des logements situés dans l'aire urbaine de Montpellier.

#### Les différents dispositifs de financement

PLUS : Prêt Locatif à Usage Social

PLAI : Prêt Locatif Aidé d'Insertion

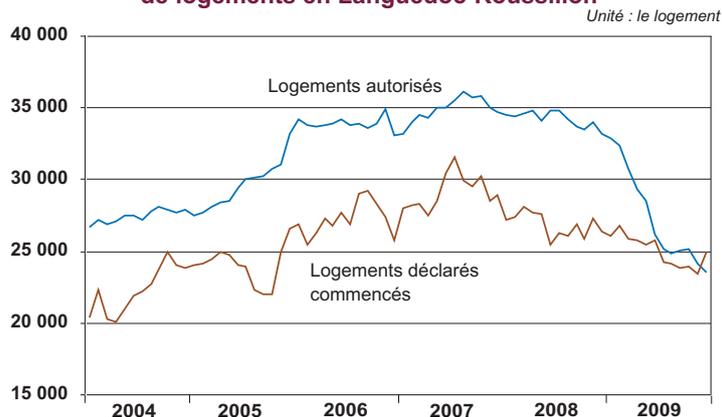
PLS : Prêt Locatif Social

PSLA : Prêt Social Location Accession

ANAH : Agence Nationale de l'Habitat

**Construction - Logement**

● Daniel FRAYSSINET, Jean-Claude GUILLON et Madeleine VIDAL - DREAL

**Graph 4 - Autorisations de construction et mises en chantier de logements en Languedoc-Roussillon**

Source : MEEEDM - SOeS - Sit@del2

**Tab. 1 - La construction de logements ordinaires en Languedoc-Roussillon**

Unités : le logement et %

	Logements autorisés		Logements déclarés commencés	
	2009	Evolution annuelle	2009	Evolution annuelle
<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>23 620</b>	<b>- 28,9</b>	<b>25 039</b>	<b>- 4,1</b>
dont construction neuve	20 603	- 33,3	nd	-
construction sur bâtiment existant	2 958	+ 26,1	nd	-
France métropolitaine	460 000	- 18,5	321 600	- 16,6

Source : MEEEDM - SOeS - Sit@del2

**Tab. 2 - Les logements locatifs sociaux financés selon les dispositifs d'aide à la construction en Languedoc-Roussillon**

Unité : le logement

	2007	2008	2009
Prêt locatif à usage social (PLUS) et prêt locatif aidé d'insertion (PLAI)	1 859	3 078	3 314
Prêt locatif social (PLS)	1 935	1 918	1 011
Prêt social location-accession (PSLA)	130	129	130
<b>Ensemble des prêts</b>	<b>3 924</b>	<b>5 125</b>	<b>4 455</b>

Source : DREAL Languedoc-Roussillon

**Tab. 3 - Les logements subventionnés pour une réhabilitation en Languedoc-Roussillon selon les dispositifs d'aide à l'amélioration**

Unités : le logement et %

	2007	2008	2009
logements occupés par leur propriétaire	2 376	2 045	2 911
logements loués	1 435	1 396	1 250
dossiers à l'immeuble	690	523	701
<b>Total logements aidés</b>	<b>4 501</b>	<b>3 964</b>	<b>4 862</b>

Source : Agence nationale de l'habitat (ANAH)

**● La construction de logements résiste mieux qu'ailleurs**

En 2009, 23 620 logements ont été autorisés à la construction en Languedoc-Roussillon. Ce chiffre est en baisse de 29 % par rapport à 2008 (graph 4). Il faut remonter à août 2001 pour observer un cumul sur 12 mois qui soit inférieur à 24 000. Les autorisations de logements neufs, qui représentent 87 % des logements autorisés, sont en recul de 33 %. Par contre, la construction sur bâtiment existant (13 %) a progressé de 26 % (tab. 1).

Le secteur des logements collectifs marque un recul plus prononcé (- 37 %) que celui des logements individuels (- 20 %). Sur ce dernier segment, l'individuel « pur » recule de 16 % et l'individuel groupé de 28 %. On constate néanmoins une reprise significative en fin d'exercice alimentée par les "primo-accédant" (effet conjugué du PASS-Foncier et du prêt à taux zéro). Au cours du dernier trimestre de l'année, le rythme de décroissance du nombre d'autorisations se ralentit.

25 039 logements ont été mis en chantier au cours de l'année en Languedoc-Roussillon soit 4,1 % de moins qu'en 2008. Ce cumul sur douze mois retrouve le niveau observé en 2005, après trois années très productives. Le repli est de 15 % dans l'individuel (qui forme 49 % du total des logements commencés) tandis que les mises en chantier de logements collectifs (44 % du total) ont progressé de 1 % et que les logements en résidence (7 % de l'ensemble) ont connu une très vive progression (+ 42 %).

Au plan national, le recul du nombre de mises en chantier est nettement plus important en 2009 (- 16,6 %) et seules trois régions ont été plus productives. Le Languedoc-Roussillon se situe désormais au sixième rang des régions métropolitaines selon le critère du nombre annuel de logements commencés.

**● 46 logements sociaux pour 1 000 habitants**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, le patrimoine des bailleurs sociaux<sup>(2)</sup> en Languedoc-Roussillon est composé de 117 660 logements, dont 85 % sont des logements collectifs. Il a augmenté de 1,9 % en un an. La densité de logements sociaux est de 45,9 pour 1 000 habitants, elle est stable depuis plusieurs années. De même, la part des logements sociaux parmi les résidences principales, estimée à 10,3 %, évolue très lentement malgré les efforts de construction : 20 359 logements sociaux, soit 18 % du patrimoine total ont été mis en service depuis 1998.

4 454 nouveaux logements sociaux ont été financés en 2009 (tab. 2). Près des trois quarts correspondent aux logements les plus sociaux bénéficiant de prêts PLUS et PLAI. Bien qu'en progression, l'effort ne suffit pas encore pour combler le retard qui nécessiterait pendant 20 ans une production annuelle de 5 500 logements financés par ces derniers types de prêts.

**● Davantage de réhabilitations subventionnées**

En 2009, 4 862 logements privés de plus de 15 ans ont été subventionnés par l'Agence nationale de l'habitat pour être réhabilités. C'est 22,7 % de plus qu'en 2008, augmentation correspondant essentiellement à des travaux de rénovation énergétique financés dans le cadre du plan de relance.

4 161 propriétaires ont été aidés individuellement, les deux tiers d'entre eux, occupant leur logement. 701 logements ont bénéficié d'aides accordées aux syndicats de copropriété en difficulté pour des travaux sur les parties communes.

Le montant total des subventions s'élève à 31,4 millions d'€ (dont 11,2 au titre du plan de relance) soit 14,1 % de plus qu'en 2008. Le montant moyen de la subvention est égal à 6 710 € par logement.

(2) parc locatif des bailleurs sociaux : logements locatifs conventionnés ou non, faisant l'objet d'un contrat de location et gérés par un organisme HLM, SEM ou agréé, à l'exclusion des logements-foyers, des résidences pour personnes âgées ou handicapées

## Transports

● Daniel Frayssinet et Bertille Zyrkoff- DREAL ●

### Baisse de tous les trafics

L'année 2008 avait été difficile pour le secteur du transport. Globalement, l'année 2009 l'a été encore davantage, malgré la baisse moyenne du prix des carburants. Le transport de marchandises est en net repli, quel que soit son mode ; le transport aérien de passagers diminue également malgré l'ouverture de nouvelles lignes à bas coût. Seul le trafic autoroutier de véhicules particuliers progresse.

Les immatriculations de véhicule sont en hausse en raison notamment de la réduction annoncée de la « prime à la casse » et malgré une tendance à l'augmentation des produits pétroliers en fin d'année.

[www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr](http://www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr)

#### ● Grenelle de l'environnement et baisse des prix des produits pétroliers

En août 2009 a été publiée la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dite «Loi Grenelle 1». Ce texte met en œuvre les engagements du Grenelle de l'environnement qui s'était tenu en 2007, dans le souci de préserver l'environnement et le climat. Dans le domaine des transports, l'objectif est de réduire de 20 % les émissions de CO<sup>2</sup> pour les ramener à leur niveau de 1990. Les priorités affirmées concernent les transports collectifs de personnes, avec le lancement d'ici à 2020 de 2 000 kilomètres de lignes à grande vitesse et la programmation à long terme de 2 500 kilomètres supplémentaires et le développement du fret non routier. L'objectif est d'augmenter de 25 % la part de marché du fret non routier d'ici 2012. Enfin la mise en place d'une "éco-redevance" pour les poids-lourds est prévue à compter de 2011 sur le réseau national.

Avec une baisse moyenne annuelle de 20 % par rapport à 2008, le prix du gazole (100,2 € TTC l'hectolitre) se rapproche du prix de l'année 2005. La tendance des trois derniers mois est cependant à l'augmentation.

#### ● Hausse des immatriculations de voitures particulières neuves

En 2009, les immatriculations de véhicules légers neufs ont connu une forte hausse (+ 17 % pour l'ensemble de la région), notamment au 4<sup>ème</sup> trimestre (tab. 1). Les primes gouvernementales, ainsi que des remises accordées par les constructeurs automobiles en sont à l'origine. De plus, le gouvernement a annoncé fin décembre que les primes baisseraient en 2010. Au niveau national, les immatriculations de véhicules légers neufs, entre 2008 et 2009 ont progressé de 10,7 %.

La baisse des immatriculations de voitures particulières d'occasion s'accélère. Pour la région elle était de - 0,7 % entre 2007 et 2008 ; elle atteint - 3,3 % entre 2008 et 2009.

Les immatriculations de véhicules utilitaires neufs de moins de 5 tonnes et de véhicules industriels de plus de 5 tonnes enregistrent une baisse par rapport à 2008, respectivement de - 12 % et de - 22 % (tab.2 et 3). La baisse au niveau national pour ces mêmes catégories de véhicules est plus marquée (- 19 % et - 33 %).

#### ● Le trafic autoroutier de voitures particulières augmente

En 2009, le trafic de voitures particulières a augmenté de 2,8 % sur l'autoroute A75 au viaduc de Millau. Sur l'A9, le trafic est en croissance sur la plupart des sections (+ 3 % en moyenne). Sur l'A61, la hausse est en moyenne de 4 %.

Tab. 1 - Immatriculations de voitures particulières neuves

Unités : nombre et %

	2008	2009	Évolution annuelle en %
Aude	10 911	11 539	+ 5,8
Gard	19 515	23 624	+ 21,1
Hérault	30 092	35 618	+ 18,4
Lozère	1 816	2 344	+ 29,1
Pyrénées-Orientales	13 269	15 298	+ 15,3
<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>75 603</b>	<b>88 423</b>	<b>+ 17,0</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>2 050 283</b>	<b>2 268 671</b>	<b>+ 10,7</b>

Source : MEEDDM - SOeS, Fichier central des automobiles

Tab. 2 - Immatriculations des véhicules utilitaires légers (camionnettes, camions de 5 tonnes et moins)

Unités : nombre et %

	2008	2009	Évolution annuelle en %
Aude	2 263	1 898	- 16,1
Gard	4 384	3 848	- 12,2
Hérault	7 229	6 592	- 8,8
Lozère	457	429	- 6,1
Pyrénées-Orientales	2 663	2 142	- 19,6
<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>16 996</b>	<b>14 907</b>	<b>- 12,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>459 302</b>	<b>373 201</b>	<b>- 18,7</b>

Source : MEEDDM - SOeS, Fichier central des automobiles

Tab. 3 - Immatriculations des véhicules industriels à moteur (autobus, camions, tracteurs routiers de plus de 5 tonnes)

Unités : nombre et %

	2008	2009	Évolution annuelle en %
Aude	300	346	+ 15,3
Gard	547	421	- 23,0
Hérault	824	545	- 33,9
Lozère	82	72	- 12,2
Pyrénées-Orientales	336	242	- 28,0
<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>2 089</b>	<b>1 626</b>	<b>- 22,2</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>63 160</b>	<b>41 931</b>	<b>- 33,6</b>

Source : MEEDDM - SOeS, Fichier central des automobiles

### Quelques faits marquants en 2009

#### ■ Rail

Le débat public concernant le projet de **ligne nouvelle à grande vitesse Montpellier-Perpignan** s'est déroulé au printemps 2009. Le 26 novembre, le Conseil d'administration de Réseau ferré de France (RFF), gestionnaire des infrastructures de transport ferré, a décidé de poursuivre les études pour préciser le tracé de cette nouvelle ligne mixte voyageurs-fret dans le couloir de passage retenu, évaluer les contraintes techniques environnementales et financières et préparer l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'appel d'offre concernant le **contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier** (71 km pour un coût estimé de 1,6 milliard d'€) a été lancé le 18 décembre 2009 après la signature du protocole d'accord du 2 décembre entre l'État, RFF, le Conseil Régional, le Conseil Général du Gard, les communautés d'agglomération de Nîmes-Métropole et de Montpellier-Agglomération.

#### ■ Environnement : Objectif CO<sup>2</sup>

Une charte d'engagements volontaires de réduction des émissions de CO<sup>2</sup> des transporteurs routiers de marchandises a été mise en place fin 2009. Dix entreprises signent cette charte en mars 2010.

#### ■ Transports collectifs

L'agglomération de Montpellier a lancé les travaux de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway qui reliera Juvignac à Pérols. La longueur de cette ligne est de 22,4 km. La mise en service est prévue courant 2012.

#### ■ Routes

La congestion et la mixité du trafic sur l'autoroute A9 engendrent d'importants problèmes de sécurité routière et de pollution. Les trois échangeurs au droit de Montpellier ont été aménagés au 2<sup>ème</sup> semestre. Un point définitif évaluera l'impact de ces aménagements sur la congestion et la sécurité routière.

### ● Le fret routier en déclin

En 2009, le nombre de poids lourds enregistré au viaduc de Millau sur l'A75 a chuté de 5 %. Cette baisse de trafic autoroutier de poids lourds se retrouve également sur l'A9 (-10 % en moyenne régionale), qu'elle soit mesurée au passage du Perthus ou sur les sections plus septentrionales (graph.1).

Mesurée en tonnes de janvier à septembre, l'activité du transport routier de marchandises est inférieure de 9 % à 2008. Les entrées dans la région, les sorties et le flux interne sont tous trois orientés à la baisse, mais ce dernier enregistre la plus forte baisse (-12 %).

### ● Le fret fluvial globalement en baisse

Sur le canal du Rhône à Sète, l'activité fluviale se réduit pour la deuxième année consécutive. En 2009 la baisse est de 10 % par rapport à 2008 (tab. 4). Parmi la grande variété des marchandises transportées, les évolutions sont disparates par rapport à 2008 : -43 % pour les graines oléagineuses, -22 % pour les engrais, +90 % pour les tourteaux, +22 % pour le charbon.

Le transport des sables et graviers qui représente 93 % des tonnages manutentionnés à Port-L'Ardoise a baissé de moitié par rapport à 2008.

### ● Ralentissement de l'activité dans tous les ports de la région

Le trafic de marchandises du port de Sète s'est réduit d'environ 4 % par rapport à 2008 (tab. 5). Mais les deux principales activités (hydrocarbures et oléagineux) représentant 68 % du total des marchandises sont en augmentation. Par contre les engrais, le charbon et le ciment présentent une chute très importante.

L'activité du port de Port-Vendres, essentiellement axée sur les fruits et légumes, baisse pour la première fois depuis 4 ans et de manière assez forte (-20 % par rapport à l'année 2008).

Le port de Port-La-Nouvelle accuse une légère baisse entre 2008 et 2009, malgré l'augmentation du trafic d'hydrocarbures qui représente plus de 60 % du total des marchandises manutentionnées.

### ● Baisse du trafic aérien de passagers malgré l'ouverture de nouvelles lignes aériennes à bas-coûts

Pour l'ensemble des aéroports de la région, l'année 2009 accuse une baisse de 3,2 % (tab. 10). Les situations sont disparates selon les aéroports. Trois d'entre eux ont enregistré moins de passagers en 2009 qu'en 2008 : il s'agit de Nîmes-Arles-Camargue, avec une baisse de l'offre de la compagnie Ryanair, de Perpignan-Rivesaltes et de Montpellier-Méditerranée qui représente la moitié des passagers de la région. Par contre, l'aéroport de Béziers-Vias qui avait déjà enregistré une forte hausse du nombre des passagers en 2008, continue sur sa lancée grâce aux ouvertures de lignes à bas-coûts vers l'Angleterre, le Danemark et l'Allemagne. L'aéroport de Carcassonne-Salvaza progresse lui aussi, grâce à l'ouverture d'une ligne à bas-coûts vers Édimbouurg. 47 % des passagers des aéroports du Languedoc-Roussillon voyagent sur des lignes à bas coûts.

Enfin le fret postal et le fret hors poste subissent une baisse d'environ 14% par rapport à 2008.

Tab. 10 - Transport aérien de passagers dans les aéroports du Languedoc-Roussillon

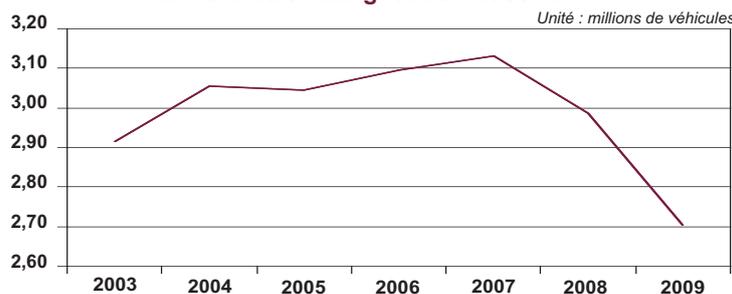
Unité: millier de passagers et %

	2008	2009	Évolution annuelle en %
Montpellier Méditerranée	1 256	1 233	- 1,8
Perpignan Rivesaltes	458	425	- 7,2
Nîmes Arles Camargue	224	183	- 18,5
Béziers Vias	75	87	+ 15,5
Carcassonne Salvaza	446	453	+ 1,6
<b>Total</b>	<b>2 459</b>	<b>2 380</b>	<b>- 3,2</b>

Source : DGAC Sud-Est

## Transports

Trafic de poids lourds d'au moins trois essieux au Perthus en Languedoc-Roussillon



Source : Autoroutes du sud de la France

Tab. 4 - Fret fluvial en Languedoc-Roussillon

Unités : millier de tonnes et %

	2008	2009	Évolution annuelle en %
Canal du Rhône à Sète	392,3	351,7	- 10,4
Port l'Ardoise	71,5	36,5	- 49,0

Source : Voies navigables de France (VNF)

Tab. 5 - Fret portuaire en Languedoc-Roussillon

Unités : millier de tonnes et %

	2008	2009	Évolution annuelle en %
Sète	3 060	2 933	- 4,2
Port-la-Nouvelle	1 927	1 900*	- 1,4
Port-Vendres	350	280	- 20,0
<b>Total</b>	<b>5 337</b>	<b>5 113</b>	<b>- 4,2</b>

\* Provisoire

Sources : Conseil régional Languedoc-Roussillon - CCI Perpignan

Tab. 6 - Fret combiné rail-route en Languedoc-Roussillon

Unités : nombre de caisses mobiles chargées et déchargées et %

	2008	2009	Évolution annuelle en %
Port-Bou*	45 665	26 554	- 41,9
Perpignan**	36 467	27 998	- 23,2

\* Transit de et vers l'Espagne (wagon à wagon)

\*\* chargements (camion à wagon) et déchargements (wagon à camion)

Source : Novatrans

Tab. 7 - Ferroutage\* en Languedoc-Roussillon

Unités : nombre de semi-remorques et %

	2008	2009	Évolution annuelle en %
Autoroute ferroviaire Le Boulou-Bettembourg	7 593	14 575	92,0

\* Le ferroutage ou transport « combiné accompagné » permet de charger des camions complets sur un train (tracteur + remorque).

Source : Lorry rail

Tab. 8 - Trafic fret ferroviaire(\*) en Languedoc-Roussillon

Unités : millier de tonnes et %

	2008	2009	Évolution annuelle en %
<b>Total des arrivages/expéditions</b>	<b>5 431</b>	<b>3 648</b>	<b>- 32,8</b>

\* Trafic interrégional déduit

Source : SNCF

Tab. 9 - Transport maritime de voyageurs au port de Sète

Unités : passagers et %

	2008	2009	Évolution annuelle en %
Entrée	113 112	107 970	- 4,5
Sortie	113 185	113 411	+ 0,2
<b>Total</b>	<b>226 297</b>	<b>221 381</b>	<b>- 2,2</b>

Source : Conseil régional Languedoc-Roussillon

## Viticulture

● Bertrand ODDO - DRAAF - SRISE ●

### Arrachages et conditions climatiques font baisser la production viticole

Pour la troisième année consécutive, le volume de la récolte est en baisse par rapport à l'année précédente. Il atteint en 2009 un plancher historique de seulement 12 millions d'hectolitres produits, soit un million de moins que l'année précédente et quatre millions de moins qu'en 2006. La climatologie difficile de l'année et une baisse des superficies mises en œuvre impactent lourdement cette production.

[www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr)

#### ● Des arrachages de vignes

Depuis la campagne 2005/2006 (et même l'année précédente dans les Pyrénées-Orientales), il est possible, pour les exploitants agricoles, d'arracher définitivement leurs vignes productives. Ils bénéficient en contrepartie d'une prime, de 6000 à 8000 €/ha suivant les années et les rendements des parcelles qu'ils arrachent. Depuis la campagne 2008-2009, les exploitants arrachant la totalité de leur vignoble et âgés de plus de 55 ans sont prioritaires pour bénéficier de ce dispositif, suivis par les exploitants de plus de 55 ans qui n'arrachent qu'une partie de leur vignoble. Au total, ce sont plus de 40 000 hectares qui auront disparu au terme de cette cinquième campagne d'arrachage, à mettre en regard des 275 000 hectares en production en 2005 (tab.1). Le vignoble en production aura perdu 13 % de ses superficies de 2005, sans tenir compte des parcelles qui ne sont plus en production, mais qui ne peuvent pas bénéficier de la prime à l'arrachage : parcelles isolées devenues peu rentables, mais subsistantes dans une exploitation pérenne, parcelles mal entretenues ne pouvant pas être primées, etc. Au cours de la campagne 2009-2010, environ 5 200 hectares devraient être arrachés, alors que les demandes spontanées des viticulteurs portaient sur plus de 11 000 hectares. L'avenir de ces parcelles arrachées n'est pas toujours connu, nombre d'entre elles restant en friche.

Tab. 1 - Données sur les primes d'arrachage définitif en Languedoc-Roussillon

Unités : ha, milliers d'euros

	Superficies primées	Montant versé
2005-2006	11 000	65
2006-2007	9 200	54
2007-2008	9 500	57
2008-2009	5 950	42
2009-2010 *	5 700	37

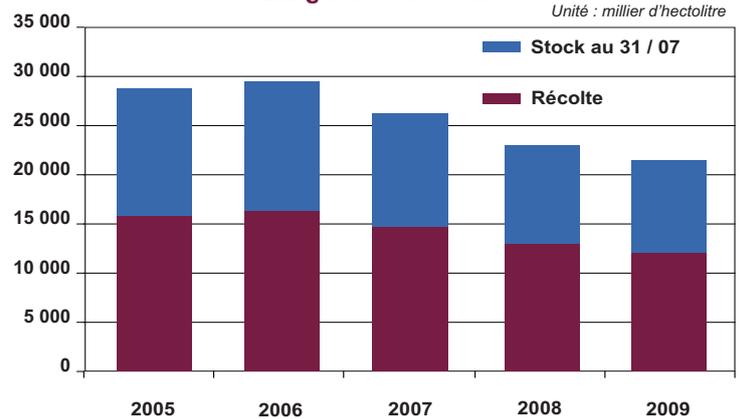
\* Les données 2009-2010 sont encore provisoires

Source : France AgriMer

#### ● Une production très faible

L'arrachage d'une partie du vignoble entraîne une baisse de la production. Mais la baisse de volumes produits va bien au-delà de cette simple réfaction. Pour la seconde année consécutive, on perd un million d'hectolitres de production, pour arriver au niveau historiquement faible de 12 millions d'hectolitres (graph. 1). La tendance est lourde et pourra se prolonger. Mais des parcelles plantées récemment entrent progressivement en production, dans le cadre de la restructuration du vignoble (notamment Reconversion Qualitative Différée et plan collectif local), avec des rendements encore faibles. Enfin, la persistance de la crise actuelle, débutée en 2004, a conduit certains producteurs à faire des impasses de traitement, que ce soit en termes de protection phytosanitaire ou d'entretien des sols.

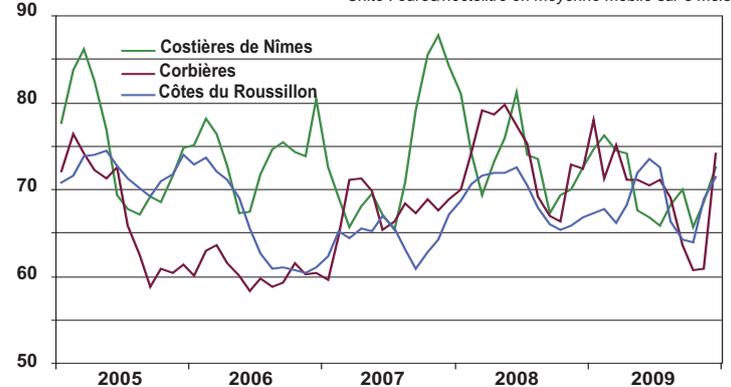
Graph. 1 - Disponibilités théoriques des vins (toutes catégories) en Languedoc-Roussillon



Source : DGDDI (stocks et déclarations de récolte)

Graph. 1 - Cours de quelques vins AOP (rouges, rosés, en vrac) en Languedoc-Roussillon

Unité : euros/hectolitre en moyenne mobile sur 3 mois



Source : CIVL - Inter Rhône, contrats vrac de plus de 5 hl



Si ces impasses n'ont pas trop de conséquences une année, elles peuvent en avoir lorsqu'elles sont répétées, faisant ainsi baisser le rendement global du vignoble. Cela peut prendre plusieurs formes : du traitement omis jusqu'à l'abandon de l'entretien de la parcelle, sans chercher à la vendanger mais sans arrachage officiel. Le vignoble a souffert de la sécheresse et de la chaleur de l'été 2009 : le manque d'eau de la fin du printemps jusqu'aux vendanges et les températures nocturnes élevées ont entraîné un manque de jus. Cette situation fait suite à plusieurs années difficiles : état sanitaire difficile à gérer en 2008, sécheresse en 2007.

La production des Pyrénées-Orientales est pour la troisième année consécutive inférieure à un million d'hectolitres, avec moins de 800 000 hl produits en 2009. La perte est de l'ordre de 20% par rapport à 2008, et même de 30 à 50% pour les vins sans indication géographique (sans IG) et les vins de pays. L'Aude et l'Hérault perdent environ 9% de leur production. La production du Gard est en légère croissance (+2%), mais après une année 2008 particulièrement faible en production.

### ● Des marchés en deçà des attentes

Le faible niveau des dernières récoltes aurait pu entraîner une hausse de cours. Mais la région n'est pas la seule productrice. La récolte française, hors Vins de Qualité Produits dans des Régions Déterminées (VQPRD), s'est légèrement accrue, la récolte mondiale est restée stable. Dans ce contexte de marchés ouverts, les baisses de production en Languedoc-Roussillon ne permettent pas d'influer sensiblement et durablement sur les cours. Le marché est donc resté atone en 2009, avec des prix moyens de campagne qui ont très peu varié. Les vins rouges sans indication géographique et sans cépage sont stables autour de 43 €/hl, contre plus de 50 €/hl avant le début de la crise viticole actuelle (graph. 3). Les vins de pays d'Oc, qui regroupent l'essentiel des vins de cépage, s'installent de plus en plus sur le marché, au détriment des vins de table. Ils représentent désormais 63 % de la valeur des contrats d'achats des vins vendus en vrac par les producteurs régionaux (hors AOP, ex AOC), contre 45 % en 2004. Dans ce segment, la part des vins blancs augmente régulièrement, jusqu'à représenter désormais 30% de la valeur totale de ces contrats.

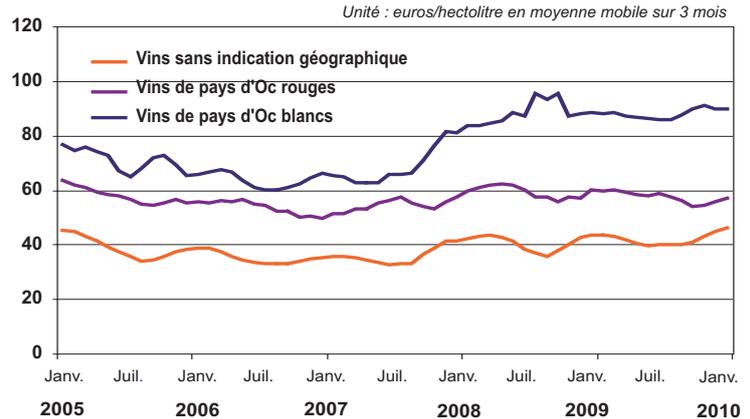
La nouvelle segmentation des vins est entrée en application le 1<sup>er</sup> août 2009. La vendange 2009 s'effectue selon les nouvelles règles. Les anciennes AOC sont devenues des AOP. Les anciens vins de pays, de département, de région ou de petites zones, sont devenus des IGP (indication géographique protégée). La différence substantielle, sur le plan réglementaire, est venue de la possibilité pour les producteurs de faire des vins avec mention du cépage sans indication géographique, alors qu'auparavant ce segment était réservé aux vins de pays. En ce début de campagne 2009-2010, cette possibilité a peu été utilisée par les producteurs et les metteurs en marché. L'essentiel de la mise en marché des vins de cépage continue à s'opérer sous la dénomination « Vins de pays d'Oc ».

### ● Une gouvernance à finaliser

Aujourd'hui, les AOP sont regroupées autour du Comité Interprofessionnel des Vins du Roussillon et du Comité Interprofessionnel des Vins du Languedoc. Les IGP se partagent entre Inter'Oc (vins de pays d'Oc) et Air Sud (autres vins de pays). La constitution d'une interprofession unique, qui permettra de mieux définir des politiques communes cohérentes, est un objectif partagé par tous. La préfiguration en sera assurée par l'évolution d'Inter Sud de France, fédération des interprofessions actuelles. En 2010, les professionnels disposeront ainsi d'un outil permettant la définition de stratégies communes et gagnantes pour la viticulture régionale.

## Viticulture

Graph. 3 - Cours des principaux segments de vins (hors AOP) en Languedoc-Roussillon



Source : Viniflor, contrats vrac de plus de 5 hl

### Les nouvelles règles de l'Union européenne

La mise en place de la nouvelle Organisation Commune de Marché (OCM) adoptée par l'Union européenne en décembre 2007 va être mise en œuvre dès le mois de juillet 2008.

Les règles de gestion du marché vont être modifiées dans le sens de la libéralisation, qui interviendra après une période transitoire durant laquelle des mesures d'assainissement seront mises en œuvre. La politique d'arrachage fait partie de ces mesures. Ce sont 175 000 hectares supplémentaires qui doivent être arrachés dans l'Union européenne d'ici 2011 afin d'assainir le marché. La part de chaque état membre est déterminée chaque année.

Cette baisse du potentiel de production devrait avoir un impact sur les marchés, mais l'arrachage aura également des conséquences sur l'économie régionale et l'équilibre des territoires fortement marqués par l'histoire viticole régionale.

D'autres modifications interviendront : libéralisation à terme des droits de plantation (2015, voire 2018), réforme des indications géographiques, autorisation de mentionner le cépage sur les vins de table, modification du régime des distillations de crise, rôle accru des interprofessions.



## Agriculture

● Chantal PAILLER - DRAAF - SRISE ●

### Très mauvaise campagne de commercialisation pour les productions régionales

Cette année 2009 fut extrêmement difficile pour les producteurs régionaux de fruits et de légumes. Malgré une bonne qualité de produits, les prix sont restés bas durant toute la campagne, obligeant les pouvoirs publics à lancer un plan d'aide exceptionnel aux exploitations agricoles.

[www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr)

#### ● Fruits d'été : production abondante mais campagne de commercialisation difficile

La production de cerises, premier fruit de saison, est beaucoup plus abondante cette année. Mais des vents violents et parfois la pluie, en période de récolte, ont provoqué le déclassement des fruits ou posé des problèmes de conservation. Ces mauvaises conditions auxquelles se sont ajoutés des prix très bas ont parfois poussé les producteurs à ne pas récolter.

La production d'abricots en 2009 atteint presque le double de celle de 2008 (tab. 1) qui avait été déficitaire en raison des gels de printemps. Mais la demande est restée modérée. Cette abondance a donc entraîné un fort recul des prix.

En pêches-nectarines le rendement est meilleur donc la production augmente aussi, mais proportionnellement beaucoup moins, car les surfaces en vergers de pêcheurs ont beaucoup baissé ces dernières années. En Roussillon, il y a eu des problèmes de conservation des fruits, dont les causes sont climatiques : un peu de gel au moment de la floraison mi-mars, puis l'humidité et des précipitations anormalement hautes et fréquentes. Les pêches-nectarines ont surtout souffert d'une offre européenne, notamment espagnole, également très abondante. Les prix sont restés inférieurs aux prix moyens des cinq dernières campagnes.

La chute spectaculaire des prix des fruits a abouti à la mise en œuvre de mesures d'urgence. En août, le gouvernement autorise des ventes au déballage sur les parkings. Elles sont complétées par le déclenchement d'un plan d'aide aux exploitations de fruits et légumes victimes de la crise économique sous forme d'allègements des charges financières et sociales.

À l'automne 2009, la campagne de commercialisation de la pomme a débuté dans des conditions plus difficiles qu'en 2008 avec des stocks beaucoup plus importants, et cela malgré une baisse de la production en 2009.

#### ● Les légumes d'été ont souffert de prix anormalement bas

En melons, les rendements et la qualité étaient très satisfaisants (tab. 2) mais la commercialisation a été très difficile tout au long de la campagne. Les conditions climatiques jusqu'en juillet étaient peu favorables à la consommation de melons puis les températures élevées qui ont suivi ont entraîné une arrivée massive de melons provoquant une concurrence vive entre bassins de production. Les prix se sont maintenus à un niveau trop bas pour rémunérer les suffisamment producteurs.

Le concombre, produit essentiellement sous serres dans les Pyrénées-Orientales, a souffert pendant toute la campagne d'une quantité disponible sur les marchés supérieure à la demande, en lien avec des importations élevées et des exportations très limitées, ce qui a eu pour effet de limiter les prix. Le bilan est meilleur pour les exploitants ayant produit précocement.

La campagne de tomates en frais avait bien commencé avec des cours largement au-dessus de 2008 mais le marché s'est dégradé tout au long de l'été, concurrencé par la Bretagne, la Belgique et les Pays bas. Cette concurrence a fait pression sur les prix qui ne sont pas parvenus à se relever.

Tab. 1 - Superficies et productions des principaux fruits et légumes en Languedoc-Roussillon

Unités : ha, tonne et %

	Superficies en production		
	2009	2008	Évolution 2008-2009 en %
Pêches	6 369	6 513	- 2
dont Nectarines	3 280	3 285	0
Abricots	3 876	3 900	- 1
Olives	3 360	3 250	+ 3
Pommes de table	2 020	2 061	- 2
Cerises	1 406	1 473	- 5

Source : Draaf - Srise

	Productions récoltées		
	2009	2008	Évolution 2008-2009 en %
Pêches	144 029	137 958	+ 4
dont Nectarines	76 400	70 955	+ 8
Abricots	53 000	27 500	+ 93
Olives	6 125	5 998	+ 2
Pommes de table	76 450	80 500	- 5
Cerises	5 458	5 750	- 5

Source : Draaf - Srise

### Le paysage agricole languedocien se transforme

La surface agricole utilisée de la région a subi de profondes transformations ces dernières années. Depuis le recensement de l'an 2000, 46 000 ha de cultures permanentes ont disparu du paysage dont 41 000 ha de vignes et 5 000 ha d'arbres fruitiers (tab. 4). Rien qu'entre 2008 et 2009, ce sont 12 000 ha de vignes de moins en Languedoc Roussillon. Quant au verger fruitier, il s'est stabilisé à 21 500 ha entre 2008 et 2009 mais il a beaucoup évolué, des espèces tendant à diminuer alors que d'autres augmentent. Les surfaces en pêcheurs sont celles qui ont le plus régressé (- 2 500 ha depuis 2000), en lien certainement avec cette maladie incurable, la sharka, qui oblige à arracher et brûler les arbres contaminés. Dans l'ordre décroissant des baisses, suivent les pommiers (- 1 300 ha), les abricotiers (- 900 ha) et les cerisiers (- 600 ha). Les surfaces en oliviers au contraire progressent régulièrement (+ 1 400 ha depuis 2000).

Un certain nombre de cultures légumières sont en progression depuis l'année dernière, notamment les légumes destinés à l'industrie (tomates, haricots verts) ainsi que les légumes secs (pois chiches, haricots).

Les surfaces en fourrages annuels et en prairies artificielles ou temporaires gagnent également du terrain. Les surfaces en jachère, essentiellement non aidées augmentent (les vignes sont comptées en jachère pendant un maximum de deux ans après arrachage).



## Agriculture

En **tomates destinées à la transformation**, les surfaces augmentent fortement pour la deuxième année consécutive, en relation avec les nouvelles dispositions de la Pac qui a rendu admissibles pour l'activation des droits à paiement unique les surfaces en fruits et légumes destinées à la transformation.

La **production de courgettes** est en recul du fait des réductions de surfaces. Le marché a été dominé par les prix très bas de la courgette espagnole et la commercialisation de ce produit a été très difficile. Son prix s'est installé durablement en dessous de la moyenne quinquennale.

### ● La campagne de légumes d'hiver se poursuit

**Pour les salades laitues**, la campagne d'hiver qui ne s'achèvera que fin avril 2010, avait très mal commencé. Pendant trois semaines, les cours sont restés 30 % en dessous du seuil moyen de référence sur cinq campagnes. Les cours se sont ensuite redressés en début d'année 2010 et sont toujours à un niveau satisfaisant pour les opérateurs début février. Les salades de diversification destinées à la quatrième gamme progressent au détriment de la chicorée.

**Pour les chicorées**, comme pour les laitues la campagne d'hiver se terminera fin avril. Pour l'instant, les prix sont à un niveau qui convient aux producteurs. Les quantités produites devraient légèrement fléchir en raison de la réduction des surfaces.

### ● Grandes cultures dépendantes du contexte international

La **récolte céréalière** 2009 en Languedoc Roussillon est en baisse globale d'environ 10%.

La production de blé dur, principale céréale de la région chute de 20 % (tab. 3), celle du blé tendre de - 26 %. Inversement, la production de maïs semences progresse de 35 % et celle de riz de - 43 %. Le tournesol, dont les surfaces ont beaucoup augmenté, n'a pas connu les mêmes rendements qu'en 2008 et donc la production ne progresse finalement que très peu.

Cette baisse de production se conjugue à une baisse des prix, car le bilan céréalier mondial est excédentaire en 2009, contrairement à 2008 ; le cours des céréales est étroitement dépendant de l'équilibre des bilans mondiaux.

Pénalisée par le manque d'eau observé entre août et octobre, la campagne fourragère 2009 se termine sur une production déficitaire qui a provoqué un recours précoce aux stocks de fourrages, satisfaisants en quantité et en qualité grâce au bon niveau de pousse au printemps.

**Tab. 2 - Superficies et productions des principaux légumes cultivés en Languedoc-Roussillon**

Unités : ha, tonne et %

	Superficies en production			Productions récoltées		
	2009	2008	Évolution 2008-2009 en %	2009	2008	Évolution 2008-2009 en %
Melons	2 770	2 760	0	55 207	53 140	+ 4%
Laitues	1 550	1 590	- 3	42 400	43 606	- 3
Chicorées	830	860	- 3	25 050	26 100	- 4
Tomates	831	544	+ 53	91 556	75 689	+ 21
Courgettes	713	750	- 5	17 110	18 900	- 9
Concombres	68	64	+ 6	9 528	8 664	+ 10

Source : Draaf - Srise

**Tab. 3 - Superficies et rendements des principales grandes cultures en Languedoc-Roussillon**

Unités : ha, tonne et %

	Superficies en production			Productions récoltées		
	2009	2008	Évolution 2008-2009 en %	2009	2008	Évolution 2008-2009 en %
Blé dur	73 365	87 260	- 16	249 799	312 799	- 20
Blé tendre	5 005	6 075	- 18	20 508	27 589	- 26
Orge et escourgeon	9 920	9 315	+ 6	38 182	37 620	+ 1
Seigle	1 730	2 035	- 15	5 485	6 488	- 15
Maïs semence	3 045	2 663	+ 14	10 658	7 885	+ 35
Triticale	6 690	6 560	+ 2	26 100	27 998	- 7
Riz	6 345	4 465	+ 42	38 070	26 600	+ 43
Tournesol	27 870	20 677	+ 35	55 624	54 380	+ 2
Colza (et navette)	6 170	5 985	+ 3	16 696	19 160	- 13
Pois protéagineux	1 048	1 051	+ 0	3 454	3 601	- 4

Source : Draaf - Srise

### ● Productions animales

L'année 2009 est particulièrement critique pour le lait de vache qui est un des produits les plus touchés par la baisse du prix à la production. En Languedoc, 80 % des 829 000 hl de lait de vache livrés proviennent de la Lozère. Face aux difficultés rencontrées par les producteurs, des plans d'aide aux exploitants sont mis en place par l'Etat. En toute fin d'année, les tensions sur le marché mondial du lait s'apaisant, les prix remontent légèrement.

Les produits avicoles déclinent d'année en année. Cependant ce sont surtout les productions de volailles qui accusent un déclin. La production d'œufs de consommation est moins touchée.

**Tab. 4 - Surfaces agricoles utilisées en Languedoc-Roussillon 2000 -2009**

	2000	2008	2009	Evolution 2009/2000	Evolution 2009/2008
Céréales	118 970	123 873	113 275	- 4,8	- 8,6
Oléagineux	31 274	26 762	34 420	+ 10,1	+ 28,6
Protéagineux	1 635	1 051	1 048	- 35,9	- 0,3
Légumes frais	11 426	8 932	9 212	- 19,4	+ 3,1
Légumes secs	227	1 552	1 891	+ 733,0	+ 21,8
Fourrages annuels	3 097	3 700	4 355	+ 40,6	+ 17,7
Prairies artificielles ou temporaires	55 340	63 270	64 700	+ 16,9	+ 2,3
Jachères	43 938	49 112	49 834	+ 13,4	+ 1,5
Autres terres arables	5 694	4 068	4 960	- 12,9	+ 21,9
<b>Total terres arables</b>	<b>271 601</b>	<b>282 320</b>	<b>283 695</b>	<b>+ 4,5</b>	<b>+ 0,5</b>
Cultures fruitières	26 659	21 511	21 583	- 19,0	+ 0,3
Vignes	298 251	268 977	256 857	- 13,9	- 4,5
Autres cultures permanentes	1 827	2 176	2 186	+ 19,6	+ 0,5
<b>Total cultures permanentes</b>	<b>326 737</b>	<b>292 664</b>	<b>280 626</b>	<b>- 14,1</b>	<b>- 4,1</b>
Surface toujours en herbe des exploitations	382 917	380 650	382 100	- 0,2	+ 0,4
<b>Surface agricole utilisée des exploitations</b>	<b>981 255</b>	<b>955 634</b>	<b>946 421</b>	<b>- 3,5</b>	<b>- 1,0</b>
<b>Surface agricole utilisée de la région</b>	<b>1 085 440</b>	<b>1 052 730</b>	<b>1 041 337</b>	<b>- 4,1</b>	<b>- 1,1</b>
Surfaces boisées et peupleraies en plein	1 002 310	1 039 620	1 041 940	+ 4,0	+ 0,2
Territoire agricole non cultivé	374 280	353 739	361 072	- 3,5	+ 2,1
Etangs en rapport	18 900	18 900	18 900	0,0	0,0
Territoire non agricole autre (y.c eaux intérieures)	295 219	311 160	312 900	+ 6,0	+ 0,6
<b>Surfaces totale départementale (I.G.N)</b>	<b>2 776 149</b>	<b>2 776 149</b>	<b>2 776 149</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

**Tourisme**

Geneviève PAYEN - INSEE

**Saison touristique 2009 :  
fréquentation au plus haut**

Grâce à l'affluence des touristes français qui ont privilégié la proximité et le soleil, la saison 2009 en Languedoc-Roussillon est à son plus haut niveau des 10 dernières années. Ce sont principalement les campings qui ont bénéficié de ce dynamisme.

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

**Une saison soutenue par la clientèle française**

Ce sont 5,2 millions de touristes qui ont consommé 22,4 millions de nuitées dans les hôtels et campings de la région. Avec 0,3 million de touristes de plus entre mai et septembre (+ 5 %) et 0,7 million de nuitées supplémentaires (+ 3,5 %), la croissance s'est accélérée par rapport à 2008.

Dans un contexte conjoncturel morose, les campings et les hôtels de la région ont bénéficié d'un transfert de clientèle venue de l'Hexagone, qui a privilégié des destinations plus proches et à la recherche de soleil.

Favorisé au cours de l'été 2009 par des températures supérieures aux normales saisonnières et un ensoleillement particulièrement généreux, le Languedoc-Roussillon a conforté sa position de 3<sup>ème</sup> grande région touristique française. La région représente 11 % des nuitées nationales des deux types d'hébergements touristiques observés, derrière Provence-Alpes-Côte d'Azur (13 %) et l'Île-de-France (15 %), et toujours devant Aquitaine (9 %).

**Hôtellerie de plein air : une dynamique renforcée**

Le dynamisme de l'activité de l'hôtellerie de plein air s'est renforcé, avec une croissance de + 9 % du nombre des touristes et de + 5 % des nuitées, soit le double de celle enregistrée en 2008 (tab. 1). La région assure sa place au 1er rang des régions françaises, avec 17 % de la fréquentation nationale des campings. C'est aussi la région où les campeurs ont séjourné le plus longtemps, 7 jours en moyenne pour 5,4 jours sur le territoire national (6,4 jours en Aquitaine et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Les touristes français ont représenté, en 2009, 71 % de la clientèle, pour 68 % de mai à septembre 2008. Le nombre de leurs nuitées a progressé de + 8 %, alors que la clientèle étrangère est en retrait de - 2 %.

Avec 73 % de l'ensemble des nuitées des campings, les établissements haut de gamme (3 et 4 étoiles) restent toujours les plus fréquentés. Mais ils ont perdu du terrain au profit des campings de moindre confort (1 et 2 étoiles). En effet, ces derniers ont observé, en 2009, une hausse de leurs nuitées supérieure à celle des établissements classés 3 et 4 étoiles : + 13 % pour + 2 %.

Par ailleurs, même si les emplacements équipés d'un hébergement léger (mobile home) ont toujours le vent en poupe (+ 9 % des nuitées), le camping traditionnel avec tente ou caravane sur des emplacements nus a connu un regain de fréquentation en 2009 (+ 2 % pour - 1 % en 2008).

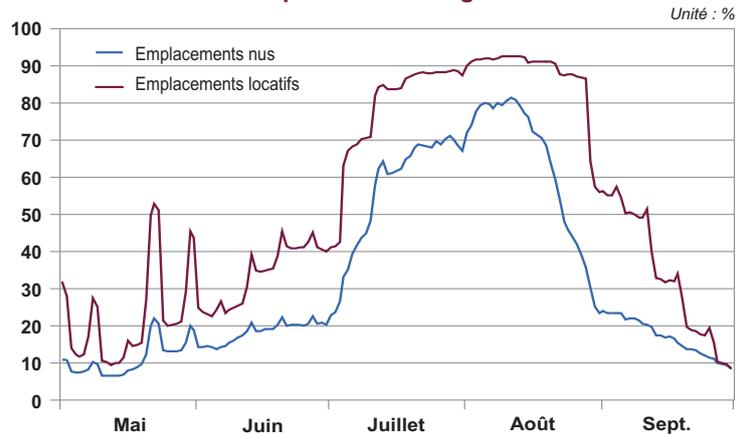
Quelle que soit la catégorie de leur camping, les professionnels continuent d'investir dans les équipements légers. L'offre en emplacements équipés a augmenté de + 8 % par rapport à 2008, et dans les campings 4 étoiles, elle devance désormais celle en équipements nus. Les

**Tab. 1 - Fréquentation dans l'hôtellerie de plein air  
Saison 2009 en Languedoc-Roussillon**

	Nuitées			Taux d'occupation moyen de mai à septembre	
	Nombre en milliers	%	Évolution 2008-2009 en %	2009 en %	Évolution 2008-2009 en point
<b>Ensemble</b>	17 910	100	+ 5,0	41,3	+ 0,8
<i>dont : Emplacements nus</i>	9 893	55	+ 2,2	35,7	+ 0,6
<i>Emplacements locaux</i>	8 017	45	+ 8,6	53,5	- 0,2
<b>Par catégorie</b>					
1 et 2 étoiles	4 813	27	+ 13,1	34,7	+ 1,2
3 et 4 étoiles	13 097	73	+ 2,3	44,8	+ 0,6
<b>Par zone</b>					
Littoral	13 243	74	+ 5,9	45,6	+ 0,6
Passage	1 542	9	+ 0,2	37,0	- 0,6
Arrière-pays	1 333	7	- 0,2	34,9	+ 1,1
Montagne	1 792	10	+ 6,7	29,7	+ 1,7
<b>Par origine</b>					
France	12 369	69	+ 8,4	///	///
Etranger	5 541	31	- 1,9	///	///
<b>Par mois</b>					
Mai	1 012	6	+ 4,1	15,2	+ 0,2
Juin	1 576	9	+ 3,8	23,1	+ 0,4
Juillet	6 485	36	+ 2,9	63,1	+ 0,9
Août	7 559	42	+ 5,3	70,9	+ 0,7
Septembre	1 278	7	+ 18,4	23,3	+ 2,1

Source : INSEE-DGCIS-partenaires régionaux du tourisme - Année 2009

**Graph. 1 - Taux d'occupation journaliers saison 2009  
dans l'hôtellerie de plein air en Languedoc-Roussillon**



Source : INSEE-DGCIS-partenaires régionaux du tourisme - Année 2009

**Tab. 2 - Parc des hébergements en 2009  
en Languedoc-Roussillon**

Unité : nombre d'établissements et %

Parc en août 2009	Hôtels		Parc en fin de saison	Campings	
	Nombre	Évolution 2008-2009 en %		Nombre	Évolution 2008-2009 en %
<b>Ensemble</b>	<b>916</b>	<b>- 1,7</b>	<b>Ensemble</b>	<b>746</b>	<b>- 0,4</b>
<b>Par catégorie</b>					
0 étoile	87	- 6,5	1 étoile	125	0,0
1 étoile	72	- 2,7	2 étoiles	298	0,0
2 étoiles	520	- 2,1	3 étoiles	251	- 2,0
3 étoiles	214	+ 0,5	4 étoiles	72	+ 2,9
4 étoiles	23	+ 9,5			
<b>Par zone</b>					
Littoral	214	- 0,9	Littoral	289	- 0,7
Passage	348	- 0,9	Passage	101	- 1,0
Ar-pays	83	- 1,2	Ar-pays	106	+ 1,0
Montagne	271	- 3,6	Montagne	250	- 0,4

Source : INSEE - DGCIS - partenaires régionaux du tourisme - Année 2009

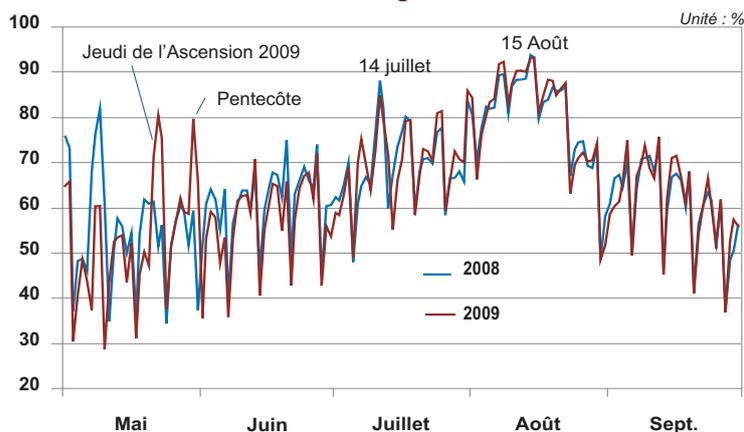
## Tourisme

**Tab. 3 - Fréquentation des hôtels de tourisme  
Saison 2009 en Languedoc-Roussillon**

	Nuitées			Taux d'occupation moyen de mai à septembre	
	Nombre en milliers	2009	Évolution	2009 en %	Évolution 2008-2009 en point
<b>Ensemble</b>	<b>4 528</b>	<b>100</b>	<b>- 2,2</b>	<b>64,4</b>	<b>- 1,0</b>
<b>Par catégorie</b>					
0 étoile	595	13	- 7,3	74,4	- 1,9
1 étoile	195	4	+ 5,8	59,0	+ 0,1
2 étoiles	2 138	48	- 4,8	62,3	- 0,3
3 étoiles	1 413	31	- 0,3	64,8	- 1,6
4 étoiles	187	4	30,6	64,5	- 5,3
<b>Par zone</b>					
Littoral	1 304	29	- 3,8	68,8	+ 0,1
Passage	2 280	51	- 2,7	67,7	- 2,8
Ar-pays	247	5	- 4,9	57,4	- 5,4
Montagne	697	15	+ 3,5	52,3	+ 3,1
<b>Par origine</b>					
France	3 569	79	- 1,2	///	///
Etranger	958	21	- 6,0	///	///
<b>Par mois</b>					
Mai	712	16	- 4,0	53,4	- 2,8
Juin	713	16	- 5,1	56,9	- 3,3
Juillet	1 047	23	- 0,1	69,8	+ 1,1
Août	1 278	28	- 2,4	80,0	- 0,7
Septembre	777	17	- 0,4	61,3	+ 0,5

Source : INSEE-DGCIS-partenaires régionaux du tourisme - Année 2009

**Graph. 2 - Taux d'occupation journaliers saisons 2009 et 2008 dans l'hôtellerie en Languedoc-Roussillon**



Source : INSEE - DGCIS - partenaires régionaux du tourisme



emplacements équipés sont les mieux loués : 54 % de taux d'occupation moyen pour 36 % en ce qui concerne les emplacements nus ; en août : 88 % pour 64 % (graph. 2).

Parmi les grandes zones touristiques, le littoral (74 % des nuitées régionales des campings) et la montagne (10 % des nuitées) ont été les grands gagnants de l'été 2009. Ces deux zones affichent respectivement des hausses de + 6 % et + 7 % de leur fréquentation.

### ● Hôtellerie de tourisme : un bilan plus nuancé

Pour l'hôtellerie de tourisme, le bilan de la saison 2009 est plus nuancé. Certes, les touristes étaient au rendez-vous, plus nombreux qu'en 2008, soit + 2 % d'arrivées. Ce gain de touristes n'a été dû qu'à la clientèle française, qui représente 8 touristes sur 10. La clientèle étrangère, au contraire, est en retrait pour la deuxième saison consécutive.

Par ailleurs, comme la durée moyenne de séjour est bien plus courte dans les hôtels (1,7 j) que dans les campings (7 j), l'activité hôtelière est beaucoup plus sensible au changement de comportement des touristes qui diminuent la durée de leurs séjours. De ce fait, les hôteliers ont noté une baisse des nuitées, à imputer aux hôtels 0 étoile ainsi qu'aux 2 étoiles qui représentent la moitié de l'offre dans la région (tab. 3). Les hôtels 4 étoiles, par contre, échappent à cette tendance et se distinguent par le maintien de la croissance de leur fréquentation, française et étrangère.

Après une saison 2008 en net recul, la montagne a retrouvé en 2009 la faveur des touristes (+3%), alors que les hôtels des autres régions touristiques ont perdu des nuitées.

Le taux d'occupation moyen s'établit à 64,4 %, en retrait de 1 point par rapport à 2008, sous l'effet d'une baisse de la fréquentation plus rapide que celle de l'offre. Il a été au plus haut pour le pont du 15 août, où 93 % des chambres des hôtels de la région étaient occupées, 98 % sur le littoral.

### ● Une clientèle étrangère en repli

En Languedoc-Roussillon, la part de la clientèle étrangère a reculé, en 2009, sous l'effet conjugué d'un afflux de touristes français et du repli de la fréquentation étrangère. Elle est passée de 31 % des nuitées totales en 2008 à 29 % en 2009. Les touristes en provenance de l'Europe constituent 100 % de la clientèle étrangère dans les campings, et 90 % dans les hôtels.

Le déficit de fréquentation étrangère dans l'hôtellerie est à imputer essentiellement aux clientèles britannique (- 20 % de nuitées) et italienne (- 12 %). Pour l'hôtellerie de plein air, la désaffection des Néerlandais qui représentent 41 % des nuitées étrangères, ainsi que celle des Britanniques ont pesé lourd. A contrario, la clientèle belge a nettement progressé dans les 2 types d'hébergements, la clientèle espagnole dans l'hôtellerie et la clientèle allemande a été plus nombreuse dans les campings que durant la saison précédente.

### Quelques définitions :

**Le taux d'occupation** rapporte le nombre de chambres ou d'emplacements occupés au nombre de chambres ou d'emplacements offerts.

Le nombre de **nuitées** correspond au nombre de personnes arrivées multiplié par le nombre de nuits passées dans le mois.

**Emplacements nus** : emplacements des campings offerts à la clientèle de passage et dépourvus de toute forme d'hébergement.

**Emplacements locaux** : emplacements des campings offerts à la clientèle de passage et dotés d'un hébergement : bungalow, bungatoile, mobile home, HLL...

**Commerce**

● Patrice FOSSEMALLE - INSEE ●

**Une forte baisse des ventes dans le commerce de détail et de gros**

Les ventes pour les biens destinés aux particuliers et pour ceux destinés aux entreprises, biens intermédiaires et bien d'équipements sont en forte baisse au cours du premier semestre 2009. Ensuite, le commerce de gros se redresse.

En 2009, le repli général des ventes au détail s'est confirmé. D'abord limité en début d'année, cette tendance s'est fortement accentuée à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2009. La pharmacie est le secteur le moins touché.

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

● **Après une forte chute des ventes au premier semestre 2009, le commerce de gros se redresse**

La dégradation de l'activité économique en Languedoc-Roussillon s'est fortement accentuée en 2009. Elle a été très marquée dans le commerce de gros qui regroupe à la fois les ventes de biens destinés aux particuliers et ceux destinés aux entreprises : biens intermédiaires et biens d'équipements. Selon l'opinion des grossistes, les ventes ont d'abord enregistré une forte chute au cours du premier semestre (graph.1). Elles se sont redressées à partir de l'été.

La chute des ventes des grossistes avait commencé début 2008 au mois de janvier. Les effets de la crise financière se sont cumulés avec un mouvement plus profond de retournement du cycle de l'activité.

Le redressement des ventes à partir de septembre 2009 semble confirmer la tendance à la reprise.

● **Repli général des ventes dans le commerce de détail**

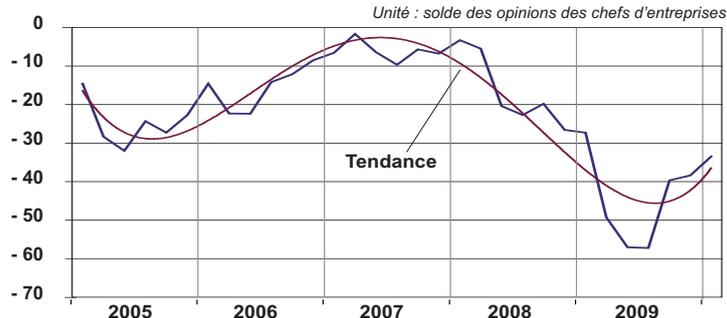
En 2009, la tendance au repli des ventes pour l'ensemble du commerce de détail, déjà engagée en 2008, s'est confirmée (graph.2). D'abord limitée en début d'année, cette tendance s'est fortement accentuée à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2009.

Toutes les catégories de ventes ont subi ce repli. Selon le type de commerce, les « hyper » ont été plus fortement touchés par ce mouvement de baisse. Seules les ventes des surfaces en "super" ont enregistré un recul plus limité.

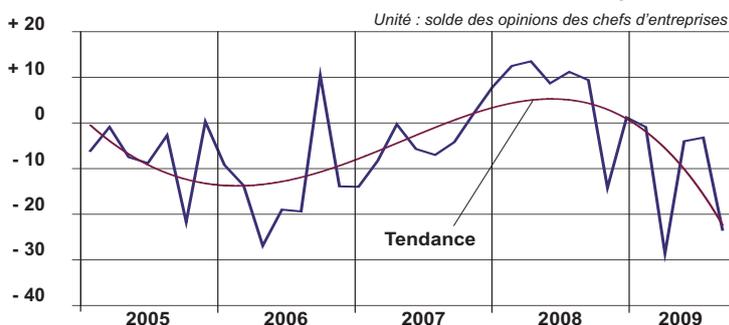
Par type des produits, les ventes diminuent le plus dans l'habillement, les produits non alimentaires, la culture et les loisirs. En revanche, le secteur de la pharmacie a été moins touché (graph.3). Les ventes de ce dernier se sont redressées au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2009.

**Opinion des chefs d'entreprise sur les ventes dans le commerce**

Graph. 1 - Ensemble des ventes du commerce de gros

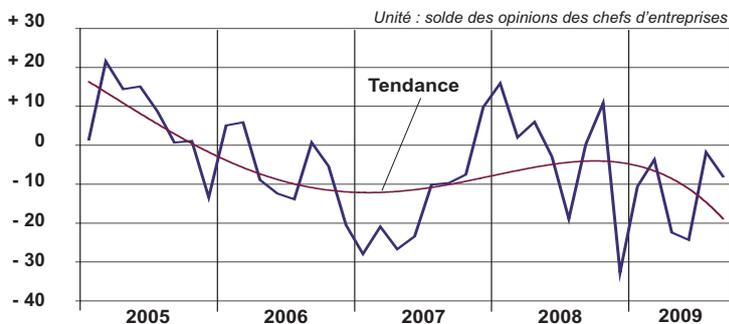


Graph. 2 - Ensemble des ventes du commerce de détail opinions



Source : Insee - enquêtes régionalisées de conjoncture - Languedoc-Roussillon

Graph. 3 - Les ventes dans le commerce de détail de pharmacie



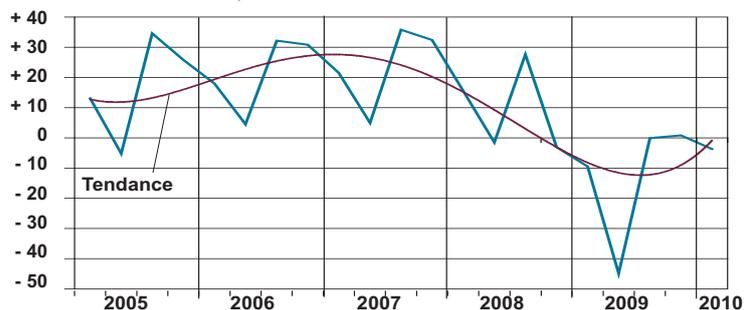
Source : Insee - enquêtes régionalisées de conjoncture - Languedoc-Roussillon



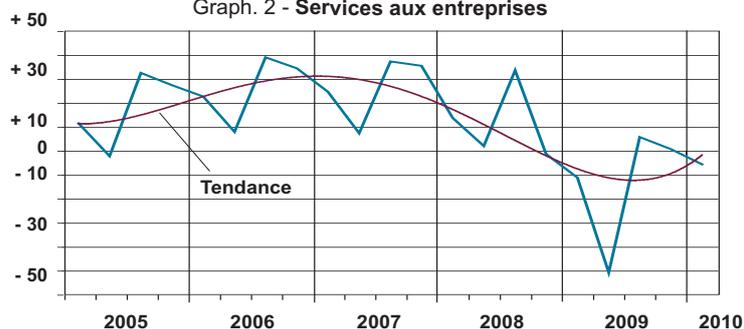
## Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité dans le secteur des services

Unité : solde des opinions des chefs d'entreprises

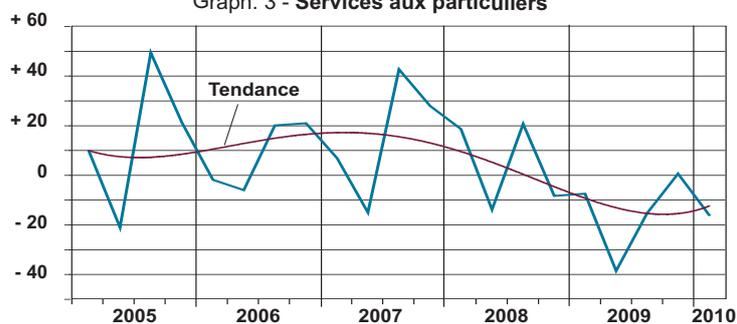
Graph. 1 - Ensemble des services



Graph. 2 - Services aux entreprises



Graph. 3 - Services aux particuliers



Source : Insee - enquêtes régionalisées de conjoncture - Languedoc-Roussillon

## L'activité dans les services a cessé de se dégrader

Après une forte chute au début de l'année 2009, l'activité dans les services s'est moins dégradée à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre.

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Lors du retournement conjoncturel de 2007-2008, l'activité dans les services n'avait pas été particulièrement touchée dans un premier temps. Mais les conséquences de la crise financière ont rompu cette situation et entraîné la chute de l'activité avec la baisse de la demande des entreprises et des particuliers (graph. 1).

Après cette chute au début de l'année 2009, l'activité s'est moins dégradée au cours de l'année surtout à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre. Mais cette tendance plus favorable restait insuffisante pour un rattrapage rapide des niveaux d'activité déjà atteints précédemment. Ces évolutions ont impliqué à la fois les services aux particuliers et ceux des entreprises.

Pour les services aux entreprises (graph. 2), l'intérim a bénéficié de l'avantage de l'effet saisonnier, mais il ne s'agit que d'une reprise limitée. L'activité reste faible dans ce secteur.

Parmi les services aux particuliers (graph. 3), celui des services immobiliers a d'abord été touché avec la chute des transactions sur l'immobilier ancien, ensuite il s'est fortement redressé au dernier trimestre de 2009.

Pour l'hôtellerie-restauration, la tendance est au repli de l'activité avec la baisse de la fréquentation et la baisse du nombre de séjours de la clientèle étrangère.



### Contexte national (page 8)

**ENF** : Entreprises Non Financières  
**FBCF** : Formation Brute de Capital Fixe  
**PIB** : Produit Intérieur Brut  
**RDB** : Revenu Disponible Brut

### Emploi (page 10)

**Estel** : Estimations d'emploi Localisées

### Marché du travail (page 12)

**BIT** : Bureau International du Travail  
**CAE** : Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi  
**CAV** : Contrat d'Avenir  
**CIE** : Contrat d'Initiative Emploi

### Création d'entreprise (page 14)

**BODACC** : Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales  
**SIRENE** : Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et des Établissements  
**SARL** : Société à Responsabilité Limitée

### Social - Minima Sociaux (page 18)

**BASS** : Allocation de Solidarité Spécifique : Allocation chômage du régime de solidarité géré par l'Etat destinée aux chômeurs de longue durée, en fin de droit de l'assurance chômage et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.  
**ATA** : Allocation Temporaire d'Attente : Allocation du régime de solidarité, destinée à procurer un minimum de ressources aux demandeurs d'asile pendant la durée d'instruction de leur demande d'asile, à certaines catégories de ressortissants étrangers et à des personnes en attente de réinsertion. L'ATA remplace l'Allocation d'Insertion (AI) depuis novembre 2006.  
**AAH** : Allocation Adulte Handicapé  
**API** : Allocation de Parent Isolé  
**RMI** : Revenu Minimum d'Insertion  
**RSA** : Revenu de Solidarité Active

### Enseignement (page 20)

**BEP** : Brevet d'Enseignement Professionnel  
**BTS** : Brevet de Technicien Supérieur  
**CAP** : Certificat d'Aptitude Professionnelle  
**Cycle G&T** : Cycle Général et Technologique  
**DNB** : Diplôme National du Brevet  
**DUT** : Diplôme Universitaire de Technologie  
**IUT** : Institut Universitaire de Technologie  
**STAPS** : Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives

### Environnement (page 22)

**Agenda 21** : programme politique qui consacre un rôle prépondérant aux autorités locales pour aborder avec efficacité les défis du 21<sup>e</sup> siècle : changements climatiques, perte de la biodiversité, atteintes à l'environnement et à la santé...  
**EEDD** : Education à l'Environnement pour un Développement Durable  
**ICPE** : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement  
**ISDI** : Installation de stockage des déchets inertes  
**PAPI** : Programme d'Action de Prévention des Inondations  
**PLU** : Plan Local d'Urbanisme  
**POS** : Plan d'Occupation des Sols  
**PREDD** : Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux  
**SCOT** : Schéma de Cohérence Territoriale  
**ZAC** : Zone d'Aménagement Concerté

### **Logement (page 26)**

**ANAH** : Agence Nationale de l'Habitat

**Pass foncier** : dispositif permettant aux ménages à revenus modestes d'accéder à la propriété en payant leur résidence principale en deux temps.

**PLAI** : Prêt Locatif Aidé d'Insertion

**PLS** : Prêt Locatif Social

**PLUS** : Prêt Locatif à Usage Social

**PSLA** : Prêt Social Location Accession

### **Transports (page 28)**

**RFF** : Réseau Ferré de France

**MEEDDM** : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer

### **Viticulture (page 30)**

**BAOC** : Appellation d'Origine Contrôlée

**AOP** : Appellation d'Origine Protégée

**IGP** : Indication Géographique Protégée

**OCM** : Organisation Commune des Marchés

**VQPRD** : Vin de Qualité Produit dans une Région Déterminée

### **Agriculture (page 32)**

**IGN** : Institut Géographique National

**SAU** : Surface Agricole Utilisée

### **Tourisme (page 34)**

**DGCIS** : Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services

Rédaction achevée le 22 avril 2010

Imprimerie : Yatooprint - Parc de l'aéroport - 125 rue Alfred Sauvy - 34470 Pérols